

## SOMMAIRE

### LE DOSSIER

7 OCTOBRE 1943, LE SABOTAGE DE PONTIGNY

Par CLAUDE DELASSELLE / page 2

### BIOGRAPHIES

Eugène Dallennes (1891-1971). Un parcours résistant dans l'Yonne et la Charente Par JOËL DROGLAND / page 15

CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION  
LE CONCOURS 2012-2013 Par JEAN ROLLEY / page 17

### HISTOIRE ET RANDONNÉES

L'inauguration des premiers chemins de la Résistance dans l'Yonne Par JOËL DROGLAND et THIERRY ROBLIN / page 18

Le 7 octobre 1943, à 3 h du matin, la brigade de Ligny-le-Châtel a été prévenue téléphoniquement par P.

Le chef de gare de Pontigny venait d'être arrêté. Le maréchal des logis Cordas se sont immédiatement rendus à Pontigny et ont trouvé M. Arriat et M. Voynet. En présence de M. Voynet, des ventes ont été faites. Sur le cylindre HP, un sif existait, la tâche a été faite et se trouvait sur le phare gauche avec des dégâts insignifiants. La machine sans difficulté. Alors que les constatations ont été faites, une explosion formidable a eu lieu. Le gendarme Cordas et les deux employés du chemin de fer se trouvaient en groupe sur le quai à 2 mètres en avant de la machine. Le premier a été projeté du lieu, entre les rails d'une voie, à une dizaine de mètres ; le deuxième a été projeté et il en a été de même de M. Voynet. Les deux autres ont été commotionnés. Le gendarme Cordas a été projeté à la figure, M. Voynet a été projeté à l'autre au-dessus de la machine.



## [LE DOSSIER]

# 7 OCTOBRE 1943, LE SABOTAGE DE PONTIGNY

Par CLAUDE DELASSELLE

**ARORY**

• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne / Directeur de publication : C. Delasselle / Rédacteur en chef : J. Rolley / Iconographie : Arory / Coordination : T. Roblin, J. Rolley / Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2012 / Photos : D.R. / Site internet : [www.arory.com](http://www.arory.com) / e-mail : [arory.doc@wanadoo.fr](mailto:arory.doc@wanadoo.fr) / Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre / Tél. / fax : 03 86 48 23 68 / Couverture : montage photo réalisé avec des documents d'archives officielles et archives privées (©Arory 2012, ONAC Yonne) /

Par suite de cette explosion, une quantité de projectiles (éclats de munitions, débris de wagons, matériaux divers) ont été projetés à des distances de plusieurs centaines de mètres et ont causé de graves blessures.

Le sabotage a duré quelques secondes. D'après les renseignements fournis par le chef de gare,

# 7 OCTOBRE 1943, LE SABOTAGE DE PONTIGNY

Le sabotage d'un train de munitions en gare de Pontigny, dans la nuit du 6 au 7 octobre 1943, est certainement le sabotage le plus spectaculaire opéré par la Résistance icaunaise dans notre département. L'explosion de sept wagons remplis de munitions (dont deux chargés d'obus de 500 kg) a provoqué de très gros dégâts aux habitations de ce village ainsi qu'à la célèbre abbaye. Une fillette de 12 ans, Andrée Merle, écrasée sous les décombres de sa maison au hameau de la Rue Feuillée, a été tuée et une femme, Mme Clara Etain, grièvement blessée. Les localités voisines ont subi aussi des dégâts plus ou moins importants, jusqu'à Saint-Florentin distant d'environ 10 km. Le bruit énorme de l'explosion a été entendu à plusieurs dizaines de km à la ronde. Des journaux nationaux s'en sont même fait l'écho, accusant les « terroristes » d'avoir voulu détruire la célèbre abbaye cistercienne, sans mentionner bien sûr que l'attentat visait un train de munitions allemand et non l'abbaye elle-même<sup>1</sup>.



357. AUXERRE ET SES ENVIRONS, - PONTIGNY, - La Gare

P. TOULOT, ÉDIT., AUXERRE - CLICHÉ BOITE

Carte postale de la gare de Pontigny au début du XX<sup>e</sup> siècle.  
(ARORY, DR)

par Claude Delasselle

**L**e récit de ce sabotage a été fait par Robert Bailly dans ses différents ouvrages et ce fut longtemps notre seule source de renseignement à ce sujet. Cependant, en dépouillant les rapports de gendarmerie conservés aux Archives départementales de l'Yonne dans le cadre de la préparation du cédérom La Résistance dans l'Yonne, nous avons constaté des discordances entre le récit de Robert Bailly et le contenu de ces rapports<sup>2</sup>. D'autre part Robert Loffroy, dans ses Mémoires encore inédits, s'appuyant à la fois sur ces rapports de gendarmerie et sur sa connaissance personnelle de certains des protagonistes de cette action, remet en question le récit de Robert Bailly. Tout ceci nous a donc amené à reprendre les recherches sur cet événement, à partir notamment de plusieurs documents d'archives que Robert Bailly n'avait pas consultés<sup>3</sup>.

Ces documents sont d'abord un rapport établi dès le 7 octobre 1943 par la gendarmerie de Ligny-le-Châtel et repris, pour l'essentiel, par d'autres rapports de police<sup>4</sup>. D'autre part nous avons consulté le seul témoignage dont nous disposons d'une participante directe à cette action, celui de Paula Buchillot, cousine d'Irène Chiot et membre de son groupe de résistance<sup>5</sup>. Nous avons aussi consulté plusieurs rapports et dépositions se trouvant aux Archives départementales de l'Yonne qui éclairent les circonstances de l'arrestation de Georges Vannereux<sup>6</sup>. Nous avons également utilisé les romans écrits du célèbre écrivain Jorge Semprun, qui faisait partie de ce groupe dans l'été et l'automne 1943 et qui a été arrêté avec Irène Chiot le 8 octobre 1943<sup>7</sup>. Des renseignements nous ont été fournis par un membre de l'ARORY, Vianney Harpet, qui a eu le privilège de pouvoir interviewer Jorge Semprun et qui a recueilli également le témoignage de Michel Herr, membre très actif et important de ce groupe dans l'été et l'automne 1943. Enfin un autre membre de l'ARORY, Jacques Gasset (fils de Gabriel Gasset, membre du groupe FTP Ferry de Chemilly-sur-Yonne fusillé par les Allemands au champ de tir

d'Egriselles le 25 mai 1944) a participé à nos recherches et réuni de précieux renseignements sur la disposition des lieux et le déroulement de cette action<sup>8</sup>.

Si ces éléments nous autorisent à corriger le récit fait par Robert Bailly, ils ne permettent toutefois pas de répondre à toutes les interrogations et ils soulèvent d'autres questions qui risquent hélas d'être à l'avenir impossibles à résoudre, tous les acteurs ou témoins directs de cette action étant désormais disparus<sup>9</sup>.

En ce qui concerne le déroulement des faits, il nous paraît essentiel de partir du rapport de gendarmerie établi le 7 octobre 1943, qui établit des horaires et des constatations précises. Voici intégralement ce rapport :

Les autres rapports ne font qu'apporter quelques précisions complémentaires sur les horaires et sur les conséquences de ce sabotage : la première explosion, celle qui a détérioré légèrement la locomotive, s'est produite vers 2 h 45, la seconde à 4 h 30. Outre deux maisons entièrement détruites et sept lézardées et inhabitables, il y a 128 maisons dont les toitures et les intérieurs sont atteints et 147 maisons dont les toitures sont abîmées. L'ingénieur des Ponts et Chaussées précise quelques jours plus tard que toutes les maisons de la localité (700 habitants) ont leurs toitures plus ou moins abîmées, les vitres sont cassées, les portes, fenêtres et cloisons endommagées et il évalue les dégâts à plusieurs millions de francs. L'abbaye, distante d'environ 500 m de la gare, a subi des dégâts importants : une partie des toitures sont détruites, les voûtes sont fissurées, les vitraux sont presque tous brisés. Dans son rapport, le commissaire Grégoire affirme enfin que presque chaque

**Le 7 octobre 1943, à 3 h du matin, la brigade de Ligny-le-Châtel a été prévenue téléphoniquement par Pierre Arriat, chef de gare de Pontigny, qu'une locomotive se trouvant en gare venait d'être détériorée par l'explosion d'un engin. Le maréchal des logis-chef Bardouillet et le gendarme Cordas se sont immédiatement rendus sur les lieux, où ils ont trouvé M. Arriat et M. Voyemant Alphonse, élève mécanicien. En présence des deux hommes, les constatations suivantes ont été faites :**

**-sur le cylindre HP, côté gauche, une trace d'engin explosif existait, la tôle recouvrant ce cylindre était arrachée et se trouvait à 3 mètres.**

**-le phare gauche avait été projeté à 5 mètres en avant (dégâts insignifiants attendu que M. Voyemant a manœuvré la machine sans difficulté).**

**Alors que les constatations prenaient fin, à 4 h 30, une explosion formidable s'est produite. Le maréchal des logis-chef Bardouillet, le gendarme Cordas et les deux employés de chemin de fer se trouvaient en groupe sur le quai à 2 mètres en avant de la machine.**

**Le premier a été projeté à 3 mètres environ du lieu, entre les rails d'une seconde voie ; le deuxième à une dizaine de mètres ; le chef de gare à quelques mètres et il en a été de même de M. Voyemant. Tous les quatre ont été commotionnés. Le gendarme Cordas a quelques égratignures à la figure, M. Voyemant porte deux blessures, l'une à la tête, l'autre au bras droit, celles-ci paraissent sans gravité.**

**Par suite de cette explosion, une quantité de projectiles (éclats de munitions, débris de wagons, matériaux divers) ont été lancés à des distances variant entre 50 et 800 mètres et il s'en est suivi une pluie d'étincelles qui a duré quelques secondes.**

**D'après les renseignements fournis par le chef de gare, il résulte que sur 14 wagons qui se trouvaient en gare la veille, 7 sont entièrement pulvérisés. Cet homme a déclaré que deux étaient chargés de bombes explosives et les cinq autres de munitions provenant du camp de Varennes.**

**Sur les lieux de l'explosion, il existe une excavation de 80 mètres de long, 20 mètres de large et 8 mètres de profondeur. Deux maisons ont été détruites, une fillette de 12 ans a été tuée sous les décombres, plusieurs autres personnes sont blessées légèrement. Une grande quantité de maisons ont subi des dégâts plus ou moins sérieux. Une ligne téléphonique et une ligne électrique ont été également endommagées. La ligne du chemin de fer départemental a subi quelques dégâts.**

**L'extrémité la plus proche de l'excavation se trouve à 80 mètres environ de la locomotive détériorée, laquelle assurait uniquement le trafic de gare entre Pontigny et le camp de Varennes et était attelée au train de munitions.**

## [ LE DOSSIER ]



L'énorme excavation creusée par l'explosion  
[photo extraite de : *Les Blés Rouges*, Alain Vincent, Editions de l'Armançon, 1996].

nuit un train semblable stationnait à Pontigny, qu'ils étaient d'habitude gardés par les troupes d'occupation mais que celui-ci ne l'était pas<sup>10</sup>.

À côté de ces rapports émanant de fonctionnaires du gouvernement de Vichy, nous disposons donc du témoignage de Paula Buchillot, qui faisait partie du groupe de sabotage. Voici le récit qu'elle en fait à Pierre Vauthier, huit ans plus tard :

« (...) Le coup fut fait dans la nuit du 7 au 8 octobre, à une heure du matin. Les civils de garde avaient été avertis, de manière à s'éloigner. Nous étions trois pour monter la garde : « Tom », un autre, armés d'une mitraillette ; moi qui surveillais le chemin, aidée du « Parisien ». Georges déplomba un wagon, déculotta un obus de 500 kg ; une charge y fut placée ; une autre dans le foyer de la locomotive. On redescendit sur les bois, vers Saint-Flo. On n'entendait rien : Georges s'impatientait et voulait retourner en gare, on eut grand peine à l'en empêcher. Enfin, vers les deux heures, une explosion formidable, puis une autre... ».

On constate donc, entre le récit fait par Paula Buchillot et le rapport des gendarmes de Ligny-le-Châtel, des discordances évidentes. Elle ne parle pas de la première petite explosion (mais elle dit cependant que Vannereux a placé une charge dans le foyer de la locomotive) ; elle affirme que les gardes

civils avaient été prévenus et étaient donc vraisemblablement absents des lieux ; la date est erronée (le sabotage a bien eu lieu le 7 au matin et non le 8, le récit qu'elle fait ensuite le confirme) et les horaires des explosions ne correspondent pas avec ceux contenus dans le rapport de gendarmerie ; enfin elle parle de deux énormes explosions. Son témoignage a été consigné huit ans après les faits, le rapport de gendarmerie date du jour même de l'attentat. Rien ne permet de penser que les gendarmes présents aient pu falsifier la réalité ou se tromper sur les heures et le déroulement des événements : c'est leur métier et ils n'avaient aucune raison de faire un rapport volontairement erroné, leur responsabilité n'étant

**« ... PENDANT DES HEURES, GEORGES TRAVAILLA LE PLASTIC, UN KILO QU'IL FALLAIT PÉTRIR ET RAMOLLIR. C'EST GEORGES SEUL QUI S'EN CHARGEA, CHEZ FRADET, LE CANTINIER DU CAMP DE VARENNES QUI, DEPUIS DES JOURS NOUS RAVITAILLAIT GÉNÉREUSEMENT. »**

en aucune façon engagée dans cet événement. Au-delà d'erreurs minimales sur les horaires et la date, le récit de Paula Buchillot apporte des éléments très intéressants, en particulier sur la façon dont Vannereux a procédé au sabotage d'un des wagons chargés d'obus. Paula Buchillot précise en effet que « ... pendant des heures, Georges travailla le plastic, un kilo qu'il fallait pétrir et ramollir. C'est Georges seul qui s'en chargea, chez Fradet, le cantinier du camp de Varennes

qui, depuis des jours nous ravitaillait généreusement. » La charge de plastic est placée sur la tête d'un obus dont le culot avait été dévissé, geste technique qui lui avait été conseillé quelques jours plus tôt par « un artificier du camp de Varennes ».

Ce qui intrigue surtout, c'est la première explosion, de faible intensité. On pourrait comprendre que le groupe de sabotage ait prévu une première explosion sur la locomotive dans le but d'attirer vers l'avant du train des gardes éventuels et ainsi de laisser le temps à Vannereux de se glisser vers le milieu du train, de déplomber un wagon et de placer tranquillement la charge sans craindre d'être surpris par une ronde, puis de rejoindre ses camarades et de s'éclipser avec eux. Mais Paula Buchillot affirme que les gardes étaient prévenus, donc absents. Pourquoi alors, par une première explosion, risquer de provoquer la venue d'autres personnes qui auraient pu avoir la mauvaise idée d'inspecter l'ensemble du train ?

Mais quelle autre explication logique avancer ? Y aurait-il eu un autre groupe qui aurait saboté la locomotive avant que Vannereux et ses camarades ne soient sur les lieux, ce qui expliquerait que Paula Buchillot ne parle pas de la première explosion ? Cela semble peu vraisemblable : même si Vannereux et ses camarades n'étaient pas encore sur place, une explosion, même de faible intensité, s'entend de fort loin la nuit. Par ailleurs la locomotive était une petite machine très ancienne, datant du siècle précédent, qui ne servait que pour la manoeuvre des trains entre le camp de Varennes et la gare de Pontigny<sup>11</sup>, on ne comprend pas quel intérêt

auraient eu des résistants à l'endommager. L'hypothèse de la présence de deux groupes distincts, ne se connaissant pas et agissant au même endroit la même nuit est également peu crédible (encore que cela se soit déjà produit...). Cette première explosion a été de faible intensité et les dégâts sont insignifiants : cet acte ne semble donc pouvoir s'expliquer que comme un moyen d'attirer l'attention de personnes extérieures vers l'avant du train. Paula Buchillot n'accom-

pagnait pas Vannereux lors de la pose des explosifs, elle montait la garde à quelques dizaines de mètres de là ; elle ne pouvait donc savoir précisément où Vannereux avait posé sa première charge, ce qui peut expliquer qu'elle dise qu'il l'avait placée dans le foyer de la locomotive. Elle affirme aussi qu'il y eut deux explosions formidables, ce qui est également peu vraisemblable (et contraire au témoignage des gendarmes présents), l'explosion de l'obus saboté ayant certainement déclenché, par onde de choc, l'explosion immédiate de tout le reste.

Si c'est bien Vannereux qui a placé les deux charges, on peut supposer qu'il avait prévu que les deux explosions se suivraient à un intervalle assez réduit, suffisamment pour que des personnes alertées arrivent pour

**« ... UN CHEMINOT DE ST-FLO, QUI CONNAIT BIEN LE CAMP, DÉCOURAGE UNE TELLE TENTATIVE VU LA GARDE SÉVÈRE QUI Y EST FAITE ET CONSEILLE D'AGIR EN GARE DE PONTIGNY, EN METTANT À PROFIT UNE NUIT D'ARRÊT. »**

constater les dégâts causés à la locomotive, mais pas trop pour que ces personnes ne puissent avoir l'idée et le temps d'inspecter le reste du train. Or il s'est écoulé presque deux heures entre les deux explosions. Ceci n'a pourtant rien de vraiment étonnant : en effet, les résistants qui maniaient les explosifs le savaient bien, même si on utilisait des crayons allumeurs de différents types selon la durée recherchée avant l'explosion de la charge de plastic, il arrivait souvent, en fonction notamment de la température extérieure, que l'explosion se déclenche plus tôt ou plus tard que prévu. Et c'est sans doute ce qui s'est passé cette nuit-là, comme le montre l'impatience manifestée par Vannereux dont témoigne Paula Buchillot.

**Le groupe de sabotage**

Autre aspect sur lequel Robert Bailly reconnaissait avoir quelques interrogations, la composition du groupe de sabotage. Là aussi le témoignage de Paula Buchillot apporte des éléments très nouveaux. Au début de son entretien avec Pierre Vauthier, expliquant comment le groupe avait préparé son expédition à la gare de Pontigny, elle

précise : « *D'abord pendant cinq jours, nous campons au N.E de Chéu, près des bois dans une étable au milieu d'un pré ; nous devrions n'être que quatre, Georges, « Tom » un garçon venu chez Irène, avec « Robert » et moi. Mais les Baudon, connaissance d'Irène, nous ont envoyé deux petits gars, plus gênants qu'utiles, froussards mais fiers de se balader dans la campagne, grenades au cou. A cause d'eux, on finit par attirer l'attention des cultivateurs. D'autre part, nous constatons que nos projets sont connus de deux personnes suspectes : Mme Baudon et surtout Angelici ».*

Pierre Angelici, originaire de Jaulges, est un ancien garçon-coiffeur devenu ouvrier agricole au service de Mme D., propriétaire d'une ferme à Vergigny-gare. Le mari de Mme D. est prisonnier de guerre en Allemagne et Angelici est rapidement devenu le concubin de Mme D. Il est aussi connu pour fréquenter des officiers et des soldats allemands de la région. Le 4 septembre 1943, Angelici est agressé, à 13 h 15, dans la ferme par deux hommes, l'un d'une trentaine d'années, décrit comme de « type arabe », l'autre comme un jeune homme. Douze coups de feu ont été tirés ; Mme D., qui ne semblait d'ailleurs pas spécialement visée, est indemne mais Angelici est blessé d'une balle à la tête (nous retrouverons plus loin ce personnage). L'enquête des gendarmes conclut que « *les auteurs de l'agression font partie de la bande de terroristes cachés dans la forêt de Pontigny* »<sup>12</sup>. Mme Baudon était une connaissance d'Irène Chiot, habitant Vergigny, qui participait au ravitaillement des résistants cachés dans la région et nous ne savons pas pourquoi Paula Buchillot semble se méfier d'elle. Le même rapport de gendarmerie précise d'ailleurs que Mme Baudon a été interrogée à propos de cette agression et que son mari, disparu depuis peu, était recherché par les autorités d'occupation pour avoir ravitaillé les « terroristes ».

Paula Buchillot poursuit : « *Nous renvoyons les deux jeunes, nous quittons la cabane et nous gagnons les bois en changeant de gîte tous les deux jours. A la fin, en renfort, nous arriva de Châtillon un parisien présenté par « Robert ».* Il y a donc cinq personnes : Georges (Vannereux), « Tom », « Robert », le « Parisien » et Paula Buchillot.

Depuis la mi-septembre, le groupe a préparé son action : « *En septembre, il est décidé que Georges et moi aurons à nous occuper*

*du secteur de St-Florentin, où je plaçais déjà des faux papiers. Immédiatement des dépôts d'armes sont constitués. Irène avait travaillé au camp de Varennes au début de la guerre comme assistante sociale ; puisque nous allons en groupe sur place, il faut l'action contre les trains de munitions qui y stationnent. « Jacques » (il s'agit de Michel Herr, dont nous reparlerons plus loin) et Georges partent aux renseignements : un cheminot de St-Flo, qui connaît bien le camp, décourage une telle tentative vu la garde sévère qui y est faite et conseille d'agir en gare de Pontigny, en mettant à profit une nuit d'arrêt. Il nous met en rapport avec des civils de garde, avec un artificier... ».*

Plusieurs personnes de la région sont donc au courant du sabotage qui se prépare : Emile Fradet, Maurice Jousseau, Adrien Nectoux (un paysan habitant aux Prés-du-bois qui a hébergé le groupe un certain temps et dont Robert Loffroy a recueilli le témoignage), un artificier du camp de Varennes dont nous ne connaissons pas le nom, André (s'agit-il d'un pseudonyme ?), le cheminot de la gare de Saint-Florentin consulté par Georges Vannereux, les gardes civils chargés de la surveillance du train. Il y en avait sans doute encore d'autres : selon Jacques Gasset, sa mère a entendu son mari (qui travaillait lui aussi au camp de Varennes) annoncer la veille du sabotage qu'il y aurait un gros « boum » la nuit suivante ; Robert Patouillat, dont le témoignage est cité dans l'ouvrage cité d'Yves Malaquin, affirme lui aussi que sa famille avait été prévenue par Vannereux lui-même, le soir du 6 octobre, que « *cette nuit ça allait faire du bruit...* ».

Mais les choses traînent en longueur et le groupe s'impatiente : « *Tous les jours, Georges allait aux nouvelles auprès d'André, un cheminot qui travaillait en gare de St-Flo. Il fallait se renseigner sur le mouvement des trains venant des camps, sur leur chargement, sur les explosifs à employer [...] L'occasion ne venait pas. L'impatience gagnait Georges. Il tint avant le grand coup à saboter un ou deux convois de fourrage et un train d'essence avec des plaquettes à retardement. De son côté, « Tom » et le « Parisien » faisaient sauter les pompes à eau en gare de St-Florentin.* » Le sabotage de la pompe à vapeur située à 800 m de la gare de St-Florentin-Vergigny est attesté par un rapport de gendarmerie et daté du 27 septembre 1943 (Arch. dép. Yonne, 1 W 103). On voit donc

## [LE DOSSIER]

que le groupe de sabotage est sur place depuis plusieurs jours et le restera jusqu'au 7 octobre, soit deux semaines au moins. Par contre nous n'avons pas trouvé trace dans les rapports de gendarmerie des sabotages qui auraient été effectués par Georges Van- nereux.

Nous connaissons assez bien Georges Van- nereux et Paula Buchillot. Georges Van- nereux est né le 5 février 1924 à Dijon. Céliba- taire, il travaille comme ouvrier électricien chez le père de Paula Buchillot, à Joigny. Selon les renseignements contenus dans un dossier des Archives départementales de l'Yonne<sup>13</sup>, il fait partie depuis 1942 d'un groupe de résistants de Joigny commandé par Irène Chiot. En juillet 1943, il a contribué à l'évasion de sept soldats algériens inter- nés dans un Kommando de travail à Ancy- le-Franc. Il est très jeune, 19 ans et demi en octobre 1943 mais semble très motivé : dans l'été 1943, il a réalisé seul ou participé à plusieurs sabotages opérés par ce groupe dans la région de Joigny.

Paula Buchillot est un peu plus âgée : elle est née le 2 janvier 1908 à Levallois-Perret (Seine). Sous l'Occupation, elle est maîtresse auxiliaire, professeur de dessin au collège moderne de filles de Joigny. Nièce d'Irène Chiot, ce qui a certainement influé sur son engagement dans la Résistance, elle a contribué dès septembre 1940 à faire évader une quarantaine de prisonniers de guerre du Frontstalag de Joigny. Elle a eu ensuite une activité de fabrication de faux papiers et assuré des missions d'agent de liaison. Elle aussi fait partie du groupe d'Irène Chiot depuis 1942<sup>14</sup>.

Qui sont les trois autres résistants, dont elle ne connaît apparemment que les pseudo- nymes ? Paula Buchillot fournit quelques renseignements sur ces trois personnes. Elle explique, dans des notes annexes à son entretien avec Pierre Vauthier, que « « Tom » est venu chez Irène avec « Robert » de Châtillon ». Elle précise à propos de « Tom » : « *Air de brute effrayante, très négligé* ». Elle raconte ensuite que « « Tom » avait été chargé par « Jacques » et Irène de descendre Foltz pour s'emparer de ses papiers... ». Mais « Tom » a raté son coup, Foltz est seulement blessé et « Tom » a dû s'enfuir devant les cris de la victime sans réussir à s'emparer de ses papiers. Un rapport de gendarmerie contenu dans le dossier 1 W 102 des Archives départemen-

tales de l'Yonne permet de confirmer les dires de Paula Buchillot : Georges Foltz, originaire de Moselle et parlant donc l'allemand, est un Parisien qui a travaillé entre 1940 et 1942 pour les Allemands, comme mécanicien puis comme interprète à l'Ambassade allemande à Paris, au service des Affaires juives, mais qui s'est depuis 1942 retiré à Joigny où il a acheté une maison. D'après le rapport de gendarmerie, c'est un homme violent, très mal vu des Joviniens, accusé de faire du marché noir et considéré comme un collaborateur. Le 10 septembre 1943, vers 18 h, alors qu'il est en train de pêcher dans une mare située à 300 m de la gare de Joi-



Irène Chiot. (coll. Alain Vincent)

son groupe d'abord à l'organisation Libé- ration-Nord, représentée à Joigny par un

### C'EST LE GROUPE BAYARD, QUI VA S'ÉTOFFER RAPIDEMENT EN 1943 ET 1944 POUR DEVENIR UN DES PLUS IMPORTANTS GROUPES DE RÉSISTANCE DE L'YONNE.

gny, il est menacé par un inconnu armé d'un revolver. Foltz engage la lutte, il est blessé de deux balles, au ventre et à la jambe gauche, il reçoit un coup de crosse au visage, son agresseur le pousse dans la mare et s'enfuit. Georges Foltz réussit malgré ses blessures à sortir de la mare et à aller chercher du secours ; il est hospitalisé dans un état grave (mais nous ignorons ce qu'il est devenu ensuite).

Nous sommes donc en présence de trois hommes qui viennent de la région de Châ- tillon-sur-Seine, en Côte d'Or. Ce sont les ro- mans de Jorge Semprun (qu'il faut utiliser avec une certaine prudence, justement en raison de leur caractère fortement « ro- mancé ») et le témoignage plus précis et plus fiable de Michel Herr qui vont nous aider à expliquer leur présence au sein du groupe d'Irène Chiot à cette époque.

En cette année 1943, il existe dans la ré- gion de Joigny et d'Aillant-sur-Tholon trois groupes de résistance bien distincts mais qui entretiennent des relations assez étroites. D'abord le groupe créé à Joigny même par Paul Herbin, ancien militaire de carrière qui réside à Joigny et qui, dès 1940, a réuni autour de lui, de sa femme et de ses enfants, qui participent activement à ses activités de résistance, un certain nombre de personnes. C'est le groupe Bayard, qui va s'étoffer rapidement en 1943 et 1944 pour devenir un des plus importants groupes de résistance de l'Yonne. Pour des raisons d'efficacité (obtenir des armes en parti- culier), Paul Herbin se rapproche et affine

professeur du collège, Pierre Vauthier. Mais comme le mouvement Libération-Nord ne peut encore lui donner d'armes, il affine aussi son groupe à l'antenne aillantaise du réseau Jean-Marie Buckmaster, créée par un jeune de Chassy, Alain de la Roussilhe et dirigée par le vétérinaire d'Aillant-sur-Tholon, Pierre Argoud<sup>15</sup>. En effet, le groupe Jean- Marie est étroitement lié aux services britan- niques du colonel Buckmaster et de ce fait peut obtenir plus facilement qu'aucun autre mouvement de résistance à cette époque des armes et du matériel pour la résistance armée. C'est pour la même raison que le troisième groupe existant alors dans le Jovi- nien, le groupe d'Irène Chiot, a noué lui aussi des relations avec le groupe d'Argoud. La rai- son majeure de ces relations est l'espoir de récupérer des armes et des explosifs grâce aux parachutages que le groupe Jean-Marie est le seul dans la région, à cette époque, à pouvoir obtenir.

Il est difficile de savoir avec certitude à quelle organisation se rattachait le groupe d'Irène Chiot, qui a été revendiqué à la fois par le groupe Bayard et la Résistance com- muniste. Pour Robert Loffroy, il ne fait aucun doute qu'il dépendait, en 1943 au moins, du Front national et/ou des FTP. Mais il re- connaît qu'Irène Chiot avait une très forte personnalité et qu'elle agissait en grande partie en franc-tireur, n'hésitant pas à nouer des relations étroites à la fois avec le groupe Bayard et avec le groupe Jean-Marie Buck- master. La direction icaunaise des FTP se méfiait pourtant beaucoup de ce dernier,

pour des raisons politiques (pour les communistes, Jean-Marie Buckmaster est une émanation de l'IS, l'Intelligence Service britannique) et parce que les responsables communistes soupçonnaient (à raison d'ailleurs) ce réseau d'être infiltré par les agents des services allemands de renseignements, l'Abwehr en particulier<sup>16</sup>.



Michel Herr en 1997. (coll. Vianney Harpet)

Mais ces différents groupes locaux ne sont pas les seuls à être intéressés par la possibilité qu'a le réseau Jean-Marie d'obtenir des armes ! La direction parisienne des FTP-MOI<sup>17</sup>, elle aussi, est au courant de parachutages d'armes dans l'Yonne dans l'été 1943. Comme la résistance communiste ne bénéficie que de très peu de parachutages alliés à cette époque, la direction des FTP-MOI décide d'envoyer des émissaires en province, dans l'Yonne notamment, pour essayer de récupérer une partie de ces armes et explosifs. C'est Michel Herr, un jeune et brillant étudiant parisien (connu à cette époque dans la Résistance sous les pseudonymes de « Jacques », ou « Jacques Mercier ») qui est chargé de prendre contact avec le groupe Jean-Marie de la région d'Aillant. « Jacques » arrive dans l'Yonne début juin 1943, accompagné d'un de ses copains, jeune et brillant étudiant lui aussi, l'espagnol Jorge Semprun (dont le pseudonyme est « Gérard »).

Bien entendu, Michel Herr se garde bien de se présenter comme un envoyé de la Résistance communiste, et surtout de la MOI, car alors il aurait peu de chances d'obtenir des armes de Pierre Argoud qui est connu dans la région pour son solide anticommunisme. Dans le témoignage qu'il a confié beaucoup plus tard à Vianney Harpet (site internet harpet.free.fr), Michel Herr affirme : « Je ne disais pas que j'étais de la MOI, même à Frager

master) ». Michel Herr se présente donc comme un émissaire des services britanniques et sera toujours considéré par tous les résistants de la région comme faisant partie du réseau Jean-Marie Buckmaster. Mais il sympathise aussi rapidement avec Irène Chiot dont le groupe va donc bénéficier des armes et des explosifs concédés à « Jacques » par Argoud.

### **C'EST UN GROUPE DE RÉSISTANCE COMPOSITE MAIS EXTRÊMEMENT ACTIF QUI AGIT AVEC UNE INCROYABLE AUDACE DANS LA RÉGION DE JOIGNY À PARTIR DU PRINTEMPS ET SURTOUT DANS L'ÉTÉ 1943**



Jorge Semprun en 2010. (D.R.)

Ce n'est pas tout : Jorge Semprun (« Gérard ») a lié une forte amitié (c'est Michel Herr qui le lui a présenté) avec un résistant de Côte d'Or, Julien Bon, qui est un des dirigeants du maquis Tabou, basé dans les forêts près de Pothières, au nord-ouest de Châtillon-sur-Seine. Dans ses romans, Jorge Semprun raconte comment, en septembre 1943, il a participé avec Julien Bon à des actions de résistance, dans la région de Semur-en-Auxois notamment, et a transporté avec lui des armes jusqu'au maquis Tabou. On comprend alors la présence dans notre groupe de saboteurs de Pontigny de ces trois hommes que nous avons peine à identifier : « Robert », dont Paula Buchillot dit qu'il est « de Châtillon », « Tom » et le « Parisien » que « Robert » a amenés avec lui. Ces trois hommes sont dans l'Yonne sans doute pour récupérer des armes pour leurs maquis mais participent aussi à des actions décidées par le groupe Chiot, tout comme le font dans la même période Michel Herr, Jorge Semprun et Julien Bon.

C'est un groupe de résistance composite mais extrêmement actif qui agit avec une incroyable audace dans la région de Joigny à partir du printemps et surtout dans l'été

1943, et dans lequel Michel Herr semble jouer un rôle moteur. À l'actif de ce groupe, la destruction de pylônes électriques sur la voie du PLM près du « saut de mouton » à la sortie sud de Joigny, le sabotage (raté selon le témoignage de Paula Buchillot, les charges n'ayant pas explosé) des écluses de Migennes, l'incendie spectaculaire d'un parc à fourrage de l'armée allemande à

Joigny le 20 août 1943, de nombreux sabotages de batteuses dans la région, plusieurs sabotages (au moins sept, selon Michel Herr) de la voie ferrée PLM, etc. Le 24 septembre 1943, Michel Herr et Julien Bon poussent même l'audace jusqu'à attaquer en plein jour le commissariat de police de Joigny pour voler des titres alimentaires et s'enfuient en voiture dans des conditions rocambolesques. Autre signe de l'audace (de la témérité ?) de Michel Herr, Jorge Semprun écrit dans son deuxième roman, L'évanouissement : « C'était l'une des obsessions de Michel (Herr), de faire sauter la Feldgendarmarie de Joigny ». Mais ses camarades refusèrent de s'engager dans une opération aussi risquée. Nous verrons plus loin que Michel Herr, désespéré de l'arrestation d'Irène Chiot et de Vannereux, avait également envisagé d'attaquer la prison d'Auxerre pour tenter d'en faire évader ses camarades.

Mais l'activité principale de Michel Herr et de ses camarades est la récupération de parachutages obtenus par le groupe Jean-Marie. Celui-ci a reçu trois parachutages dans cette période : le premier a eu lieu dans la nuit du 22 au 23 juillet 1943, sur la commune de Chassy, au lieu-dit Le Four à chaux ; le second a eu lieu un peu plus au nord, à Piffonds, le 23 août, le troisième dans la nuit du 16 au 17 septembre à Volgré, au lieu-dit Les Tuileries. Les armes et explosifs contenus dans les containers sont partagés entre les trois groupes du Jovinien, mais Michel Herr en prélève aussi une partie qu'il va en train livrer, tous les 15 jours environ, aux FTP parisiens. D'autres groupes FTP de l'Yonne, le maquis Vauban et le maquis des frères Horteur notamment, vont aussi en bénéficier car Jaminet (« Paulo »), un des responsables FTP de l'Yonne, est en relation étroite

## [LE DOSSIER]

avec Irène Chiot mais aussi Alain de la Rousilhe, ce qui déplait beaucoup à certains membres de la direction FTP icaunaise. Le maquis Bourgogne dirigé par Henri Camp et installé en Côte d'Or dans la région de Semuren-Auxois a récupéré également une partie de ces armes. Selon Semprun, ce sont aussi des armes parachutées dans l'Aillantais qu'il va livrer, en compagnie de Julien Bon, au maquis Tabou de Côte d'Or en septembre 1943. À propos de cette récupération des armes, Semprun raconte dans *L'évanouissement* comment au cours d'un transport d'armes en voiture, lui et Michel Herr se sont trouvés brusquement face à un barrage allemand en pleine nuit, près de Cézy et comment ils ont réussi à prendre la fuite. Dans son témoignage, Paula Buchillot raconte : « *Dans l'été, nombreux transports d'armes provenant de parachutages ; un soir « Georges », « Jacques » et « Gérard » reviennent d'Aillant avec un chargement quand, d'un sac à dos mal fermé, sur le quai, en face du*



Julien Bon en 1943, sur la moto dont parle J. Semprun dans plusieurs de ses romans (coll. Vianney Harpet)

octobre. Quant à l'hypothèse avancée par Robert Bailly sur la présence de « Paulo » Jaminet dans le groupe de sabotage, Robert Loffroy la juge très peu vraisemblable, Jaminet ne ressemblant pas du tout à la description faite par Nectoux.

Qui était « Robert » ? Dans le bulletin n° 11 de l'Association des amis du Châtillonnais, il est écrit que Julien Bon avait reçu mission

Franche-Comté, Centre), parachutages, sabotages d'usines, de voies ferrées, attaques de convois allemands, etc. Cité plusieurs fois par la radio française de Londres sous le pseudonyme de « Casse-cou », sa tête aurait été mise à prix par les Allemands pour 1 800 000 francs, une somme énorme à l'époque. Il a été fait « Compagnon de la Libération » par le général de Gaulle en 1945. Cet honneur, très inhabituel pour un résistant « de terrain », d'origine très modeste (enfant de l'Assistance publique, commis agricole) serait surtout dû au fait qu'en juillet 1940 André Moulinier, qui s'était engagé en septembre 1940 au consulat anglais de San Sebastian en Espagne au sein des FFL pour assurer le passage des évadés militaires vers l'Angleterre via l'Espagne, avait aidé Maurice Schumann à embarquer pour l'Angleterre ; celui-ci s'en serait souvenu et serait intervenu auprès de de Gaulle pour l'octroi de ce titre prestigieux, qui n'a été décerné au total qu'à 1036 personnes.

Dans plusieurs biographies ou articles écrits à son sujet, il est affirmé que Moulinier a été blessé par un éclat de grenade à la tête et à la jambe gauche lors du sabotage de Pontigny le 6 septembre (sic) 1943. On pourrait être tenté d'y voir l'explication de la première explosion ayant endommagé légèrement la locomotive. Mais une autre biographie de ce résistant<sup>18</sup> indique que c'est à Laignes, en Côte d'Or, qu'il aurait été blessé ce 6 septembre 1943 lors d'une opération menée contre les Allemands et il est probable que ce soit cette dernière indication qui soit la bonne.

Cependant un doute subsiste : on sait que « Casse-cou », qui se déplaçait beaucoup, est venu lui aussi dans l'Yonne pour s'y procurer des armes. André Moulinier a revendiqué également avoir participé à l'exécution

### «... UN SOIR « GEORGES », « JACQUES » ET « GÉRARD » REVIENNENT D'AILLANT AVEC UN CHARGEMENT QUAND, D'UN SAC À DOS MAL FERMÉ, SUR LE QUAI, EN FACE DU COMMISSARIAT, PLUSIEURS MITRAILLETES DÉGRINGOLENT, JUSTE AU MOMENT OÙ LES BOCHES REVENANT DU CINÉMA DÉBOUCHAIENT DE LA RUE PAUL BERT. UN AGENT AIDE LES GARS À RAMASSER LE MATÉRIEL (ET DIT) : « FILEZ ! ».

*commissariat, plusieurs mitraillettes dégringolent, juste au moment où les boches revenant du cinéma débouchaient de la rue Paul Bert. Un agent aide les gars à ramasser le matériel (et dit) : « Filez ! ».* Enfin Michel Herr joue au sein du groupe Chiot, mais aussi, selon son témoignage, au domicile du commandant Herbin ou d'autres membres du groupe Bayard, le rôle d'instructeur pour le maniement des armes et des explosifs.

Si nous pouvons donc expliquer la présence dans le groupe de sabotage de Pontigny de trois hommes venus de la région de Châtillon-sur-Seine, nous n'arrivons pas à les identifier de façon certaine. Dans ses Mémoires, Robert Loffroy avance d'abord l'hypothèse, d'après la description que lui en a faite Adrien Nectoux, qu'un des hommes pouvait être Michel Herr, mais il dément, dans une note insérée postérieurement, cette opinion. De toute façon, nous savons que Michel Herr était à Paris au moment du sabotage et n'est revenu à Joigny que le 9

de faire sauter le train de munitions de Pontigny. Mais Vianney Harpet, qui connaît très bien Julien Bon (il en est le neveu) et l'histoire du maquis Tabou, assure que ce dernier était chargé alors d'une autre mission en Côte d'Or et ne pouvait donc pas être présent à Pontigny cette nuit-là.

La question se complique avec l'affirmation d'un chef de maquis très connu et même quasi mythique en Côte d'Or, André Moulinier (« Casse-cou »), d'avoir participé au sabotage de Pontigny. André Moulinier, né en 1922 à Paris, présente un palmarès résistant exceptionnel. Engagé dans les FFL dès septembre 1940, il revendique trois évasions et plusieurs blessures. En 1943 et 1944, il commande le maquis qui porte son pseudonyme dans le Châtillonnais tout en participant à des actions menées par d'autres maquis de la région (maquis Tabou, maquis Bourgogne d'Henri Camp, etc.) mais assure aussi avoir mené de nombreuses actions dans d'autres régions (Bretagne,

de deux agents de la Gestapo à Joigny et à celle de Maurice Pandolfi, collaborateur jovinien (témoignage d'André Moulinier, Archives de Vincennes, 16 P cote 434256). Or nous savons que cette dernière exécution a été faite le 15 janvier 1944 par un groupe de FTP de l'Yonne dirigé par Maurice Sellier. Il nous semble a priori peu vraisemblable que Moulinier, qui n'appartenait pas aux FTP et qui fera preuve d'un anticommunisme particulièrement virulent après la fin de la guerre, se soit trouvé mêlé à cette opération. Il faut noter aussi que plusieurs personnes, dont le colonel Jacques Adam, qui sera le chef du réseau Jean-Marie Buckmaster après l'arrestation de Roger Bardet, ont manifesté de sérieux doutes quant à certaines des actions revendiquées par « Casse-cou » (dossier militaire d'André Moulinier aux Archives de Vincennes). Cependant nous nous garderons d'être trop affirmatifs sur cette question, étant donné les liens qui ont indubitablement existé entre plusieurs maquis de Côte d'Or et la Résistance icaunaise en 1943 et 1944. Moulinier était très ami avec Julien Bon et la famille Bon qui le considérait comme un de ses fils. Il est possible que lui aussi soit venu dans le Jovinien à plusieurs reprises dès 1943 et ait participé à des opérations de la Résistance dans ce secteur, y compris avec des groupes FTP. Remarquons d'ailleurs qu'Émile Philippot, membre du maquis FTP Vauban de l'Yonne, a rejoint le maquis Tabou après l'arrestation de son père et de trois de ses frères, le 6 septembre 1943. Pour « Tom », nous ne disposons d'aucune piste qui nous permette de l'identifier, nous n'avons (en dehors des indications assez peu flatteuses fournies par Paula Buchillot) que le signalement (environ 35 ans, cheveux châtain en arrière, dents manquantes à la mâchoire supérieure...) qu'en a donné Foltz, le collaborateur qu'il avait été chargé d'exécuter à Joigny, après l'attentat auquel ce dernier a échappé.

Par contre il serait possible que celui que Paula Buchillot nomme le « Parisien » soit un jeune étudiant venu de Paris (d'où son surnom) pour échapper au STO et qui s'appelait en réalité Georges Chancel. Entré en résistance en juillet 1943, il a fait partie du maquis Tabou puis du groupe Mangin, sur la commune de Marcenay, dans le Châtillonnais et il y était connu sous le pseudonyme du « Parisien » (ou celui de « l'Étudiant », ou de « Big »). Or nous savons que Georges

Chancel est venu dans l'Aillantais, peut-être en 1943 et à coup sûr au printemps 1944, en compagnie de « Casse-cou », pour y récupérer des armes. Il a été touché le 10 juin 1944 par un coup de fusil tiré par un Allemand embusqué sur la commune de Villiers-sur-Tholon. Grièvement blessé au ventre et au bras gauche, transporté à l'hôpital de Joigny, il y est décédé le 10 juin au soir ; une stèle honore sa mémoire à Villiers-sur-Tholon. Georges Manoury, responsable d'un dépôt d'armes à Saint-Maurice-Thizouailles, a été arrêté par les Allemands le 9 juin : Chancel était-il en relation avec Manoury ou est-ce simplement une coïncidence ?

Faut-il aussi faire un lien entre la présence dans l'Aillantais, au printemps 1944, de Georges Chancel et de « Casse-cou » et celle de Margaret Knight (« Nicole », membre des FANY [organisation anglaise d'infirmières chargées de mission en France par le SOE]) ? Celle-ci avait été parachutée dans la nuit du 5 au 6 mai 1944 sur le territoire de la commune de Marcenay, dans le Châtillonnais, en compagnie d'un radio français, Henri Bouchard (« Noël »). Réceptionnée par les hommes d'un maquis qu'elle pensait être le maquis Casse-cou (et dont elle écrira plus tard qu'elle gardait de son accueil par ces maquisards un souvenir très mitigé...), Alain de la Roussilhe vient la chercher quelques jours plus tard et elle est transférée avec Bouchard dans l'Aillantais, au PC du réseau Jean-Marie Buckmaster. Mary Lallemand, chef du maquis Aigle Blanc de Marcenay, affirme que ce sont en fait les hommes de son maquis qui ont réceptionné les deux parachutistes, la méprise de « Nicole » pouvant s'expliquer par le fait que « Casse-

### **«... DANS L'APRÈS-MIDI, BLOQUÉS ; LES ALLEMANDS, VENUS EN MASSE, ARRÊTAIENT TOUT LE MONDE SUR LES ROUTES, RÉQUISITIONNAIENT LES HOMMES POUR DÉBLAYER. »**

cou » était déjà à cette époque un véritable mythe en Côte d'Or et que bien des actions de la Résistance de cette région lui étaient systématiquement attribuées par la rumeur publique. Il conteste par ailleurs vigoureusement le récit de « Nicole » quant au mauvais accueil dont elle aurait été victime selon elle (témoignage de Mary Lallemand, recueilli en août 2012).

À moins de retrouver un jour un document qui nous aurait échappé, l'énigme de l'iden-

tité de tous les membres du groupe de sabotage de Pontigny risque donc de rester sans solution. La consultation du mémoire de maîtrise réalisé par Barbara Conrad sur les maquis Tabou et Valentin-Balzac (« Deux maquis dans le Châtillonnais, une résistance de base », 1986, Université de Bourgogne) n'a malheureusement pas permis de résoudre cette énigme, l'auteur ne citant pas tous les noms des membres des deux maquis et n'indiquant que rarement leurs pseudonymes (qu'elle ne connaissait sans doute pas). Et il n'est pas impossible que ces résistants venus de Côte d'Or aient appartenu à une autre organisation de la région de Châtillon-sur-Seine, où plusieurs maquis se côtoyaient et étaient en relation étroite les uns avec les autres. Remarquons enfin que Robert Bailly, qui a longtemps cherché à élucider cette question, a confié à Vianney Harpet qu'au cours de son enquête une dizaine de personnes avaient revendiqué avoir participé à cette opération. Si l'on en croit ce que dit Paula Buchillot dans son entretien avec Pierre Vauthier, le nom d'Argoud lui-même aurait été cité après la guerre comme ayant été un des auteurs de ce sabotage.

#### **Après le sabotage**

Qu'est devenu le groupe de sabotage après l'explosion ? Paula Buchillot raconte : « *Le lendemain matin, nous avons pu circuler sur les chemins, pour essayer de savoir ce qui s'était passé [...]. Dans l'après-midi, bloqués ; les Allemands, venus en masse, arrêtaient tout le monde sur les routes, réquisitionnaient les hommes pour déblayer. Les hommes restèrent dans le bois ; je pus encore traîner entre Chéu et St-Flo. Je revins*

*à notre poste d'observation, avant Lordonnois, tout près de la route nationale, Georges, énérvé par des nuits sans sommeil, voulait absolument que nous repartions le même soir pour un nouvel attentat (ne s'agissait-il pas d'entrer dans le camp de Varennes ?). « Tom » s'y refusa énergiquement, comme nous tous. Vers 7 heures, Georges nous quitta pour aller à la gare de St-Flo ; il avait des cartes d'identité à remettre, des renseignements à demander. Nous nous sépa-*

## [LE DOSSIER]

*râmes fâchés (on sut après qu'il n'avait pas rencontré André ; les cartes furent trouvées dans sa poche par les Allemands) ».*

Paula Buchillot ne peut connaître les circonstances précises de l'arrestation de Vannereux puisqu'elle n'était pas avec lui. Elle n'apprend son arrestation (mais ne sait plus exactement qui le lui a appris, « peut-être Mme Eustache, une dame amie qui nous cachait des armes ») que lorsqu'elle se rend à Saint-Florentin, le 8 octobre au matin, très inquiète de ne pas le voir revenir. Elle revient ensuite au campement dans les bois mais constate que ses compagnons sont partis car les Allemands fouillent la région à la recherche des auteurs du sabotage<sup>19</sup>. Elle apprendra ensuite qu'ils ont réussi à échapper aux patrouilles, qu'ils ont été nourris et hébergés par des gens de la région mais elle ne sait pas ce qu'ils sont devenus.

Pour connaître les circonstances de l'arrestation de Georges Vannereux, il nous faut donc recourir aux documents d'archives. Un rapport de l'adjudant-chef Davotte, daté du 11 octobre 1943, précise : « Le 7 octobre 1943, vers 21 heures, la Feldgendarmérie de Joigny a procédé à l'arrestation à Saint-Florentin du sieur Vannereux Georges, électricien domicilié à Joigny, né le 5 février 1924 à Dijon. Cet homme aurait été trouvé

donne des indications plus précises mais diffère quant à l'heure de son arrestation<sup>21</sup>.

*« Vannereux a été arrêté un matin alors qu'il faisait à peine clair par des sentinelles allemandes au pont de chemin de fer sur la route de Germigny. Il était porteur d'une musette contenant des explosifs. Emmené à la Fontaine des Pierres, où logeaient les officiers allemands, il se débarrassa de cette musette et la laissa tomber à côté d'un gros marronnier bordant la route. Passelac, garagiste habitant en face de la Fontaine des Pierres, ayant vu le manège, porta lui-même cette musette aux Boches, dénonçant Vannereux comme propriétaire de celle-ci ».* Cette accusation grave valut bien évidemment à Emile Passelac, garagiste à Saint-Florentin, de sérieux ennuis après la Libération<sup>22</sup>.

Il est interpellé le 13 juin 1945 à Neuilly-sur-Marne sur arrêté du préfet de l'Yonne et inculpé comme collaborateur notoire et responsable de l'arrestation de Vannereux. Plusieurs personnes ont déposé au cours de l'instruction et attesté que Passelac a bien apporté aux Allemands une musette contenant des explosifs qui avait été déposée par Vannereux derrière un arbre à proximité de son garage. Mais si certains témoins ont affirmé que Passelac entretenait des re-

conte que celui-ci, voyant un Feldgendarme fouiller dans ses sacoches, aurait essayé de sortir une grenade mais un Allemand l'aurait alors assommé d'un coup de crosse de fusil. Cependant on peut considérer comme établi que Vannereux a été arrêté par un barrage allemand à proximité de Saint-Florentin, dans la nuit du 7 au 8 octobre et qu'il a tenté de se débarrasser de la musette compromettante. On sait qu'il a été ensuite emmené à la Fontaine des Pierres, attaché dans la cour à un poteau électrique, pieds et mains liés derrière ce poteau. Plusieurs personnes ont vu la scène depuis des jardins voisins ou ont entendu (Paula Buchillot elle-même, mais elle ne se souvient plus de la date) les cris du supplicié. Rémy Henri raconte : « J'ai moi-même le lendemain assisté à l'interrogatoire de Vannereux (...) Il fut battu à outrance à coups de matraque et de bouts de tuyau d'arrosage, il fut même atteint d'un coup de pied au ventre lancé par Angelici qui lui disait : « Mais dis-le donc le nom de ceux qui te commandent », car Angelici avait été lui-même blessé d'une balle de revolver ». Notons au passage que ce témoignage semble innocenter Vannereux de l'arrestation, le 8 au matin, d'Irène Chiot.

Pour compliquer encore un peu plus les choses, Paula Buchillot a accusé après la guerre un boucher de Chéu, Roger Boucheron, d'avoir dénoncé Vannereux et elle-même aux Allemands et d'avoir été la cause de l'arrestation de Vannereux<sup>23</sup>. En effet, la vitrine du magasin du sieur Boucheron a été détruite par une explosion dans la nuit du 6 au 7 octobre, vers 23 heures et une inscription a été tracée à la craie sur le mur : « Malheur aux collabos, dernier avertissement » (un autre magasin, celui de M. Manière situé à Saint-Florentin, a été victime lui aussi d'un attentat dans la nuit du 6 octobre). Boucheron, qui avait déjà été interné pendant l'Occupation pour marché noir, est donc incarcéré à nouveau, en janvier 1945, à la caserne Gouré à Auxerre et une instruction est menée à ce sujet. Vannereux, emmené peu de temps après son arrestation par les gendarmes allemands au domicile de Roger Boucheron pour être confronté à ce dernier, a reconnu être l'auteur de l'attentat contre sa boucherie et s'en serait même excusé auprès de lui !

Est-ce Vannereux qui, tard dans la soirée du 6 octobre, a déposé des explosifs (peu puissants, les dégâts sont minimes) devant

### «... J'AI MOI-MÊME LE LENDEMAIN ASSISTÉ À L'INTERROGATOIRE DE VANNEREUX (...) IL FUT BATTU À OUTRANCE À COUPS DE MATRAQUE ET DE BOUTS DE TUYAU D'ARROSAGE...»

*porteur d'un revolver et de plusieurs cartes d'identité. Il se serait débarrassé au moment de son arrestation d'un sac d'engins explosifs qu'il transportait...<sup>20</sup> ».* Un rapport du commissaire Gilbert Bussat daté du 2 novembre 1943 place l'heure d'arrestation à 22 heures, le 7 octobre. Dans son témoignage, Paula Buchillot dit que « c'est par André que nous arrivons à reconstituer l'arrestation de Georges. Sur les neuf heures du soir, il se serait trouvé sur la N. 77, avant l'entrée de st-Florentin ; arrêté une première fois par un barrage d'Allemands, il aurait réussi à se dégager ; poursuivi, il aurait jeté sa musette, contenant encore des explosifs ; après l'avoir rejoint, ses poursuivants seraient revenus à la musette, dangereuse pièce à conviction ».

Nous disposons encore d'un autre témoignage sur l'arrestation de Vannereux, qui

lations fréquentes et cordiales avec les officiers allemands de Saint-Florentin, d'autres ont démenti ces allégations. Jugé par la Chambre civique de l'Yonne, Emile Passelac a été condamné le 12 octobre 1945 à 10 ans d'indignité nationale pour « fréquentation abusive et ravitaillement des Allemands » mais le chef d'inculpation de responsabilité dans l'arrestation et la mort de Vannereux n'a finalement pas été retenu contre lui.

Ces différents témoignages présentent certes des discordances : Vannereux a-t-il été arrêté dans la soirée du 7 octobre ou le 8 au petit matin, dans quelles circonstances exactes Vannereux a-t-il réussi à jeter sa musette et comment les Allemands s'en sont-ils aperçus ? Une autre version des faits, sans précision de source, contenue dans le dossier Vannereux conservé aux Archives départementales de l'Yonne, ra-

la boucherie de Chéu puis a rejoint ses camarades qui l'attendaient dans les bois de Lordonnois, avant que tous les cinq ne partent en vélo en direction de la gare de Pontigny ? Pourquoi, juste avant de réaliser un sabotage aussi important que celui du train de munitions, en compagnie d'un groupe qui « planquait » dans la région depuis une quinzaine de jours, Vannereux aurait-il pris le risque d'en commettre un autre, tout à fait dérisoire ? Ou faut-il supposer que Vannereux qui, d'après les indications contenues dans les différents rapports de police avait, très peu de temps après son arrestation, reconnu être le responsable du sabotage de Pontigny, ait été prêt à endosser la responsabilité de tout ce qu'on voulait lui mettre sur le dos si cela pouvait permettre d'alléger les souffrances qu'il subissait ? En tous cas, en l'absence d'éléments permettant d'accréditer l'accusation lancée par Paula Buchillot, Boucheron sera libéré en février 1945 mais placé en liberté surveillée.

Reste que plusieurs attentats à l'explosif et agressions contre des personnes ont été commis dans la région de Saint-Florentin en septembre et début octobre 1943 sans que l'on sache exactement quels en étaient les auteurs. Certains d'entre eux peuvent être attribués avec certitude au groupe de Vannereux mais d'autres non : il semble qu'il y ait eu un autre groupe qui se cachait dans la même région et dont nous ne savons pas grand-chose [à part le fait qu'un personnage « de type arabe » ait été signalé dans plusieurs de ces actions, une agression contre des gardes de voies de communication commise à Vergigny le 4 septembre, l'agression contre Angelici le même jour, le sabotage de lignes téléphoniques à proximité de Pontigny le 20 septembre et l'attentat contre le magasin Manière à Saint-Florentin le 6 octobre]. On serait tenté de penser qu'il s'agissait du maquis FTP des frères Horteur, qui avait été installé par Jaminet, fin juin 1943, dans la forêt de Pontigny, entre Mont-Saint-Sulpice et Rebourseaux. Justement, cinq tirailleurs nord-africains prisonniers de guerre évadés en faisaient partie. On doit noter cependant que ce maquis a été attaqué et démantelé par les Allemands le 22 septembre, alors que l'attentat contre le magasin Manière a lieu le 6 octobre. Soit tous les membres du maquis des frères Horteur n'avaient pas été arrêtés lors de l'attaque du maquis le 22 septembre, soit il existait dans

la région un autre petit groupe dont nous ne savons rien.

### Arrestations

Que ce soit Vannereux qui ait, juste après son arrestation, indiqué aux Allemands le domicile d'Irène Chiot, ou qu'il y ait eu dénonciation - il est probable que les allées et venues de nombreux résistants autour de son domicile ont attiré l'attention de voisins qui ont signalé le fait à la police allemande<sup>24</sup> - toujours est-il que, le 8 octobre, vers 8 heures du matin la police allemande est au domicile d'Irène Chiot à Epizy : sont arrêtés d'abord Irène Chiot et Jorge Semprun, tiré de son sommeil. Semprun écrit dans *Le grand voyage* : « *Le hasard, c'est que je me sois arrêté à Joigny, juste ce jour-là. Je rentrais de Laroche-Migennes, où j'avais essayé de reprendre contact avec le groupe qui avait fait sauter le train de munitions de Pontigny. En fait, j'aurais dû rejoindre directement Michel, à Paris. Le hasard, c'est que j'avais som-*

meil, que j'avais des nuits de sommeil en retard. Alors je m'étais arrêté à Joigny, chez Irène, juste pour dormir quelques heures. Juste pour me faire cueillir par la Gestapo ».

stock d'armes provenant des parachutages : ceci conforte l'hypothèse selon laquelle ce n'est pas Vannereux qui a dénoncé ses camarades et que l'intervention des Allemands au domicile d'Irène Chiot le 8 octobre n'a pas de rapport avec son arrestation. Irène Chiot et Jorge Semprun sont transférés à la prison d'Auxerre le jour même de leur arrestation, Cretté et Marchal le lendemain, Vannereux ne l'est que le 12 octobre<sup>25</sup>.

Michel Herr, qui était à Paris à ce moment-là, revient à Joigny le 9 octobre : il est arrêté le jour même chez les parents de Georges Vannereux et amené à la Feldgendarmarie de Joigny où il est interrogé. Mais il parvient à échapper à la surveillance de son gardien : ayant obtenu de celui-ci qu'il lui enlève ses menottes pour pouvoir aller aux toilettes, il bouscule son gardien, un certain Müller, et arrive à s'enfuir de la Feldgendarmarie par la porte du jardin. Pieds nus, poursuivi par Müller, il traverse en courant la ville de Joigny ; il est midi, les nombreux passants

**«... LE HASARD, C'EST QUE J'AVAIS SOMMEIL, QUE J'AVAIS DES NUITS DE SOMMEIL EN RETARD. ALORS JE M'ÉTAIS ARRÊTÉ À JOIGNY, CHEZ IRÈNE, JUSTE POUR DORMIR QUELQUES HEURES. JUSTE POUR ME FAIRE CUEILLIR PAR LA GESTAPO ».**

meil, que j'avais des nuits de sommeil en retard. Alors je m'étais arrêté à Joigny, chez Irène, juste pour dormir quelques heures. Juste pour me faire cueillir par la Gestapo ».

Dans la soirée, vers 20 heures, ce sont deux autres résistants, Olivier Cretté, du Front national de Branches et Raoul Marchal, membre du réseau Jean-Marie qui tombent dans la souricière. Mais les Allemands n'ont-ils pas conscience de l'importance de leur prise car ils n'ont pas l'idée de fouiller la grange où se trouvait caché un important

dans la rue l'encouragent : « *Vas-y, vas-y, tu l'auras !* ». Il a la chance de pouvoir « emprunter » un vélo et va se réfugier chez Paul Herbin qui le cachera dans un trou servant d'abri antiaérien au fond de son jardin pendant quelques jours. Paula Buchillot, désespérée, fait plusieurs fois la navette entre Saint-Florentin et Joigny, où elle contacte les parents Vannereux (qui n'ont pas été arrêtés) mais aussi Michel Herr. Paula Buchillot raconte : « « Jacques » voulait attaquer la villa, délivrer Georges. J'allai trouver Herbin :



Maison d'Irène Chiot à Epizy, où ont été arrêtés Irène Chiot, Jorge Semprun, Olivier Cretté et Raoul Marchal. (coll. Alain Vincent)

## [LE DOSSIER]

### PAULA BUCHILLOT, QUI SE SAIT MENACÉE, NE SE PRÉSENTE PAS À SON POSTE DE PROFESSEUR DE DESSIN LE LUNDI 18 OCTOBRE 1943, JOUR DE LA RENTRÉE DES CLASSES : BIEN LUI EN PREND CAR LA POLICE ALLEMANDE EST LÀ POUR L'ARRÊTER. »

il ne vit rien à faire. Plus tard, quand Georges fut à la prison d'Auxerre, « Jacques » me demanda d'y entrer pour qu'on ait une idée des locaux. » Jorge Semprun, dans ses romans, confirme que Michel Herr envisageait sérieusement d'attaquer la prison d'Auxerre pour tenter de délivrer ses camarades. Bien évidemment ce projet était irréalisable et Paula Buchillot, qui a réussi avec Mme Vannereux à entrer dans la prison, a failli s'y faire arrêter, un Allemand ayant déclaré l'avoir vue à Joigny. Elle arrive de justesse à s'en sortir : « *Il me fallut inventer toutes sortes d'histoires, affirmer que j'étais auxerroise* ». Les membres du groupe Chiot arrêtés sont soumis pendant plusieurs semaines à des interrogatoires très violents : Jorge Semprun assure avoir vu Irène Chiot traînée à sa cellule, le visage ensanglanté, après un interrogatoire ; dans plusieurs de ses romans, il décrit les interrogatoires qu'il a lui-même subis à la prison d'Auxerre. Il est probable, si l'on en croit son récit dans *Le grand voyage*, que Vannereux (dénommé « Vacheron » dans le roman) ait fini par parler. Condamné à mort par le tribunal allemand d'Auxerre, Georges Vannereux est fusillé au champ de tir d'Egriselles le 8 novembre 1943. Semprun, Marchal et Cretté sont transférés de la prison d'Auxerre à Compiègne le 17 janvier 1944, Irène Chiot le 21.

Irène Chiot, partie de Compiègne le 31 janvier 1944 et arrivée à Ravensbrück le 3 février, y est détenue jusqu'en juin 1944, puis à Hanovre de juin 1944 à avril 1945 ; elle fait partie d'une « marche de la mort » jusqu'à Bergen-Belsen, le camp « mouvoir » nazi où elle meurt de dysenterie et d'épuisement le 6 juin 1945, trois semaines après la libération du camp par les Britanniques. Cretté, Marchal et Semprun font partie du convoi qui part de Compiègne le 27 et arrive à Buchenwald le 29 janvier 1944<sup>26</sup>. Semprun sera libéré le 11 avril 1945 à Buchenwald ; Raoul Marchal, qui avait été transféré le 13 mars 1944 à Dora, un des plus terribles kommandos annexes de Buchenwald, a été libéré à une date inconnue ; Olivier Cretté, transféré lui aussi au camp de Dora, y est mort à la mi-avril 1944.

Paula Buchillot, qui se sait menacée, ne se présente pas à son poste de professeur de dessin le lundi 18 octobre 1943, jour de la rentrée des classes : bien lui en prend car la police allemande est là pour l'arrêter. Elle quitte Joigny et se réfugie à Paris chez une cousine ; elle continuera son action dans la Résistance comme agent de liaison dans un groupe de Choisy-le-Roi<sup>27</sup>. Le groupe d'Irène Chiot est démantelé et ceux qui ont échappé aux arrestations rejoindront pour la plupart le groupe Bayard.

Michel Herr, reparti à Paris vers la mi-octobre avec de faux papiers fournis par Herbin, reprend contact avec la direction des FTP parisiens mais il est arrêté le 12 novembre 1943 par des gardiens de la paix alors qu'il venait de voler un vélo ; lui qui est l'auteur ou l'organisateur de nombreux attentats et sabotages est condamné, sous le nom de Jacques Lefèvre, à neuf mois de prison pour vol de vélo ! Libéré au bout de seulement quatre mois de détention, début mars 1944, il est envoyé par la direction des FTP dans les Ardennes puis à Nancy, avec le titre de commandant départemental FTP de Meurthe-et-Moselle et le grade de lieutenant-colonel<sup>28</sup>.

Le maquis Tabou, attaqué le 1<sup>er</sup> décembre 1943, a été démantelé, deux de ses membres ont été tués au combat et douze autres, faits prisonniers, sont exécutés le 14 janvier 1944. Julien Bon, qui n'était pas au maquis le jour de l'attaque et qui a pu ensuite regrouper une partie des survivants, est tombé dans une embuscade allemande le 13 mars 1944, au passage à niveau de Laignes, en Côte d'Or. Il se serait suicidé pour ne pas tomber vivant aux mains des Allemands (c'est la version que reprend Jorge Semprun dans ses ouvrages) ou, plus probablement et selon un témoin direct, il a été tué par ceux-ci. Enfin nous ne savons pas ce que sont devenus « Robert », « Tom » et le « Parisien » [sauf si ce dernier est bien Georges Chancel].

#### Établir, rétablir la vérité historique

Plusieurs enseignements peuvent être tirés de cette enquête. Le premier, qui confirme

ce que nous écrivions dans l'article consacré à l'œuvre de Robert Bailly dans notre Bulletin Yonne-Mémoire n° 26 de décembre 2011, est que seule la confrontation systématique des différents témoignages entre eux, mais aussi avec les documents conservés dans les différents dépôts d'archives (rapports de police et de gendarmerie, témoignages déposés aux archives, etc.) peut permettre de rectifier les erreurs éventuelles et d'approcher le plus près possible de la vérité historique. En effet, chacun le sait bien, la mémoire est quelque chose de fragile par nature. Pourtant un certain nombre de résistants ont du mal à admettre cette évidence : pour eux, seuls les résistants, parce qu'ils ont vécu les événements et actions de cette époque peuvent en parler valablement et ils comprennent mal (certains même n'acceptent pas du tout...) que les historiens puissent mettre en doute leur témoignage ou leur montrer qu'ils ont pu se tromper sur tel ou tel point. C'est oublier que la mémoire, surtout lorsqu'il s'agit d'événements évoqués des années ou des dizaines d'années plus tard, ne peut jamais être totalement sûre et précise. Certes, pour l'essentiel, le témoignage vécu est généralement véridique et tout à fait indispensable mais nous avons constaté à de nombreuses reprises que les résistants se trompaient sur les dates, les horaires, la disposition des lieux, l'emplacement des différents acteurs, le déroulement exact des faits, etc. : nous en avons ici l'exemple avec le témoignage, pourtant ô combien précieux de Paula Buchillot.

Même des résistants à l'excellente mémoire et dotés de l'honnêteté intellectuelle la plus scrupuleuse, comme Robert Loffroy par exemple, ont pu commettre ce genre d'erreurs, tout à fait compréhensibles et excusables. Cela peut d'ailleurs s'expliquer dans un certain nombre de cas par le fait que chaque résistant n'a d'une action complexe qu'une vue partielle, de l'endroit où il se trouve, et qu'il ne sait pas forcément ce que font ses camarades et ce qui se passe un peu plus loin : ainsi Paula Buchillot, de son poste de surveillance, ne pouvait savoir exactement ce que faisait Georges Vannereux. On comprend ainsi les divergences qui peuvent apparaître dans les récits de plusieurs résistants ayant vécu les mêmes actions, sans parler des défaillances, tout à fait normales, de la mémoire.

## IL Y A PRESQUE TOUJOURS UN TÉMOIGNAGE OU UN DOCUMENT CACHÉ QUELQUE PART QUI PEUT PERMETTRE DE RÉSOUDRE UNE ÉNIGME, D'ÉCLAIRCIR UN FAIT OBSCUR OU SIMPLEMENT DE CORRIGER UNE ERREUR .

Par ailleurs, il faut bien le dire même si ce n'est pas, et de loin heureusement, le cas le plus habituel, il peut y avoir la tentation chez certains résistants moins scrupuleux de revendiquer des actions où ils n'étaient en fait pas présents (c'est ici le cas), ou de s'attribuer un rôle plus flatteur que celui qui a été réellement le leur : chose d'autant plus facile lorsqu'il n'y a plus de témoin vivant pour les contredire et rétablir la vérité.

Cependant on ne peut jamais être sûr d'avoir fait le tour de tous les témoignages possibles et de tous les documents qui dorment dans les dépôts d'archives. En général, « quand on cherche, on trouve » et il y a presque toujours un témoignage ou un document caché quelque part qui peut permettre de résoudre une énigme, d'éclaircir un fait obscur ou simplement de corriger une erreur. Le problème est de le trouver : même si l'on fait preuve d'opiniâtreté et d'imagination dans cette recherche, où le hasard et la chance peuvent aussi jouer leur rôle, il n'en reste pas moins que les réserves des archives sont vastes et encore largement inexploitées et que les personnes pouvant valablement témoigner sont, elles, de moins en moins nombreuses...

Le deuxième enseignement de cette enquête est l'importance des relations entre groupes de résistance d'obédience différente et éloignés géographiquement les uns des autres. Nous savions que des relations avaient existé entre les groupes de résistants du Jovinien et de l'Aillantais à cette époque, et entre eux-mêmes et certains maquis de Côte d'Or, nous ne soupçonnions cependant pas qu'elles aient pu être aussi étroites et fréquentes. Le maquis Tabou, le maquis Henri Bourgogne dirigé par Henri Camp, le maquis Casse-cou, le maquis Aigle Blanc, le maquis Mangin, et peut-être d'autres encore étaient en contact avec le réseau Buckmaster et ont eu leurs propres parachutages mais souvent tardifs et sans doute insuffisants ; on comprend donc qu'ils soient en plusieurs occasions venus dans

l'Yonne pour y récupérer les armes et explosifs obtenus dans l'Aillantais par le réseau Jean-Marie. Non seulement en 1943, alors que les parachutages étaient encore rares, mais encore au printemps 1944 : Georges Chancel (« Big ») a été mortellement blessé le 10 juin 1944 alors qu'il se trouvait dans l'Aillantais pour y récupérer des armes, en compagnie d'André Moulinier<sup>29</sup>.

Mais ces relations allaient encore plus loin que cela : des actions ont été menées conjointement par des résistants appartenant à des organisations très différentes et plutôt a priori méfiantes les unes envers les autres. Ainsi à Pontigny, où nous avons deux membres d'un groupe Front national de l'Yonne et trois appartenant probablement à des groupes de Côte d'Or se réclamant de la résistance « gaulliste » et en contact avec les services britanniques. Si l'on ajoute foi à ce que revendique André Moulinier, qui se réclame lui aussi de la résistance « gaulliste », il aurait participé à des actions conjointes avec des FTP contre des collaborateurs jovinien. Si la direction icaunaise des FTP était pour le moins réservée, sinon hostile envers le réseau Buckmaster, ces préventions s'effaçaient, au niveau des résistants, devant les exigences de la lutte au quotidien. Ainsi cette enquête confirme ce que nous avons constaté et démontré à plusieurs reprises dans nos ouvrages, c'est-à-dire l'absence de cloisonnement strict entre organisations de résistance différentes, dont nous avons bien d'autres exemples ailleurs. ■■■

### Notes

**[1].** Des témoins habitant Pontigny ou les environs à cette époque assurent qu'un essieu de wagon avec ses deux roues en fer a été projeté jusqu'aux abords de la maison forestière qui se trouve à l'orée de la forêt de Pontigny, à plus d'un km au nord de la gare, ce qui donne une idée de la violence de l'explosion (témoignages d'Armand Guyon, Robert Patouillat et Pierre Simonot, recueillis en 2012). On peut s'étonner dans ces conditions que les dégâts subis par le bourg de Pontigny n'aient pas été plus importants encore et qu'il n'y ait pas eu davantage de blessés parmi la population. Il est possible que l'abbaye et ses bâtiments annexes, par leur masse et leur solidité, aient fait écran entre le lieu du sabotage et les maisons du bourg et aient partiellement protégé celles-ci du souffle de l'explosion. Par contre, les maisons du hameau de la Rue Feuillée, qui n'étaient guère plus proches que celles du bourg mais qui n'étaient protégées par aucun obstacle, ont été davantage atteintes.

**[2].** La fiche du cédérom concernant ce sabotage de Pontigny tient compte des éléments contenus dans ces rapports de gendarmerie (mais contient des renseignements erronés concernant l'identité des participants à cette action).

**[3].** Sur ce point, se reporter à notre analyse de l'œuvre de Robert Bailly dans le bulletin de l'ARORY *Yonne Mémoire* n° 26, décembre 2011.

**[4].** Rapport du chef d'escadron Fortin, 7 octobre 1943 ; rapport de l'adjudant-chef Davotte ; rapport du commissaire spécial Grégoire ; rapport de l'ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, 12 octobre 1943 ; rapport du commissaire de police Gilbert Bussat, 22 novembre 1943. Tous ces rapports se trouvent réunis dans le dossier 1 W 103 des Archives départementales de l'Yonne.

**[5].** Témoignage de Mme Faisy (Mlle Buchillot) recueilli à son domicile, Place du Pilori à Joigny par M. Vauthier les 28 avril et 1<sup>er</sup> mai 1951 (AN 72 AJ 208).

**[6].** Arch. dép. Yonne, 1130 W 4 (dossier Roger Boucheron), 1130 W 28 (dossier Emile Passelac), 1130 W 38 (dossier Paula Buchillot), 1158 W 16 (dossier Georges Vannereux).

**[7].** Notamment dans son premier roman intitulé *Le grand voyage* (1963), qui l'a fait connaître du grand public, celui, beaucoup moins connu, intitulé *L'évanouissement* (1967) et enfin dans *L'écriture ou la vie* : dans ces ouvrages, il relate avec différentes variantes et de façon plus ou moins romancée ses activités de résistance dans l'Yonne et la Côte d'Or dans l'été 1943, les circonstances de son arrestation au domicile d'Irène Chiot, les interrogatoires accompagnés de tortures qu'il a subis à Joigny puis à la prison d'Auxerre.

**[8].** Je remercie très vivement Corinne Benestroff, spécialiste de l'œuvre de Semprun, Vianney Harpet, Jacques Gasset et Yves Malaquin pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée dans ces recherches, ainsi qu'Alain Vincent qui nous a autorisé à reproduire des photos extraites de son livre *Les Blés Rouges*.

**[9].** Paula Buchillot est décédée en 1996, Michel Herr et André Moulinier en 2006, Jorge Semprun en 2011.

**[10].** Faut-il croire ce qu'écrivit Grégoire, ou n'y voir qu'une façon d'essayer de « couvrir » les gardes civils français qui, selon Paula Buchillot, gardaient habituellement ces trains et en tous cas de dégager la

## [LE DOSSIER]

responsabilité des autorités françaises ? Notons que des habitants de Pontigny affirment eux aussi que les trains de munitions étaient gardés habituellement par des gardes allemands.

**[11].** En raison de courbes serrées sur la voie reliant le camp de munitions de Varennes à la gare de Pontigny, où se trouvait l'embranchement permettant de se raccorder à la ligne d'intérêt stratégique Monéteau-Troyes, seule une petite locomotive de ce genre pouvait y circuler : les Allemands avaient essayé d'y faire circuler une locomotive normale qui avait déraillé [précisions extraites de l'ouvrage de Yves Malaquin, *Histoire de l'Atelier de chargement de Saint-Florentin*, 2008].

**[12].** Arch. dép. Yonne 1 W 102.

**[13].** Arch. dép. Yonne 1158 W 16, dossier de demande d'attribution du titre d'Interné Résistant à titre posthume pour Georges Vannereux ; fiche Vannereux dans le cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, ARORY-AERI, 2004.

**[14].** Arch. dép. Yonne, 1130 W 38, dossier Paula Buchillot contenant plusieurs attestations de résistants jovinienais ; fiche Paula Buchillot dans le cédérom *La Résistance dans l'Yonne* déjà cité.

**[15].** À tel point qu'après la guerre, les membres du groupe Bayard se déclarent très souvent, dans leurs demandes d'attribution de la carte de Combattant Volontaire de la Résistance, aussi comme membres du réseau Jean-Marie Buckmaster, et inversement. Pour beaucoup d'entre eux ces deux organisations se confondaient (nous ne pouvons ici entrer plus en avant dans les détails sur le réseau Buckmaster et son antenne aillantaise : se reporter aux publications de l'ARORY, le livre *Un département dans la guerre...*, 2007 et le cédérom déjà cité).

**[16].** Voir à ce sujet les fiches du cédérom consacrées à Henri Frager, le dirigeant national de Jean-Marie Buckmaster, à Alain de la Roussilhe et à Roger Bardet, qui dirigera ce réseau icaunais dans l'été 1944.

**[17].** La MOI (Main d'Oeuvre Immigrée) est une organisation créée par le PCF, regroupant des travailleurs d'origine étrangère. La FTP-MOI est une branche armée de la résistance communiste, formée d'étrangers (espagnols, italiens, arméniens, polonais, etc.) et chargée de commettre des attentats contre les troupes allemandes à Paris et dans la région parisienne [ce sont les visages de la fameuse « Affiche rouge »].

**[18].** Pour la première version, voir la biographie qui se trouve sur le site internet « ordredelalibération.fr » ; pour la seconde, signée Olivier Matthey-Doret (auteur du livre *Les compagnons de la Libération de la région R2*), voir le site internet de « Mémoire Vive de la Résistance » (on trouvera ces deux biographies, ainsi qu'une longue interview de Jorge Semprun et de nombreux renseignements sur le maquis Tabou, Julien Bon, Michel Herr, etc. sur le site internet de Vianney Harpet, « L'Astralopithèque », à la rubrique Résistance en Bourgogne).

**[19].** Un témoin, Jacky Masquin, raconte que des Allemands sont venus, très surexcités, le lendemain de l'explosion au hameau des Prés du Bois, ont tenu les habitants en joue contre un mur tandis qu'ils fouillaient toutes les maisons. Il est donc probable qu'ils avaient eu des renseignements (par Vannereux ?) sur l'endroit où avaient séjourné les membres du groupe de sabotage. Heureusement, ils n'ont rien trouvé et n'ont arrêté personne

(renseignements aimablement communiqués par Yves Malaquin).

**[20].** Arch. dép. Yonne, 1158 W 16, dossier Vannereux Georges.

**[21].** Arch. dép. Yonne, 1 W 103 (rapport de Bussat) et 1130 W 4, dossier Boucheron Roger (témoignage de Rémy Henri daté du 24 janvier 1945).

**[22].** Arch. dép. Yonne 1130 W 28, dossier Passelac Emile.

**[23].** Accusation contenue dans le dossier Boucheron Roger.

**[24].** C'est l'hypothèse qu'émet Jorge Semprun dans l'ouvrage intitulé *Si la vie continue, Entretiens avec Jean Lacouture*, Bernard Grasset, 2012, p. 53-54. Michel Herr confirme lui aussi ce fait : « À Joigny, tout le monde savait que les résistants se réunissaient chez Irène ; on était d'une imprudence folle. »

(témoignage de Michel Herr, in *De la Résistance aux guerres coloniales, des officiers républicains témoignent*, Marc Chervel, L'Harmattan, 2001).

**[25].** Comme l'atteste le registre de la prison d'Auxerre, Arch. dép. Yonne 33 J 18.

**[26].** Le premier roman de Jorge Semprun, *Le grand voyage*, est le récit de ce transport pour Buchenwald ; il y évoque notamment Jean Léger, qu'il surnomme « le gars de la forêt d'Othe ». C'est par ce roman, publié en 1963, que Semprun commence une carrière littéraire exceptionnelle, son expérience concentrationnaire nourrissant une grande partie de son œuvre (*Quel beau dimanche, Le mort qu'il faut, L'écriture ou la vie, L'évanouissement*, etc.).

**[27].** Arch. dép. Yonne, 1130 W 38, dossier Paula Buchillot.

**[28].** Pour en savoir davantage sur Michel Herr, se reporter à la fiche du cédérom *La Résistance dans l'Yonne* le concernant, et à l'ouvrage de Marc Chervel déjà cité.

**[29].** Le lendemain 11 juin, un autre résistant du Châtillonnais, Mary Lallemand, chef du maquis Aigle Blanc, se trouvait lui aussi dans l'Yonne, à Aillant, envoyé par un des responsables du réseau Buckmaster de Côte d'Or, Robert Pomerance (« Pote »), pour y porter un message à un des responsables aillants, dont il ne connaît malheureusement pas le nom (témoignage recueilli en 2012).

# Eugène Dallennes ( 1891-1971 )

## Un parcours résistant dans l'Yonne et la Charente

par Joël Drogland

**E**ugène Maximilien Dallennes est né à Auxonne (Côte-d'Or) le 13 avril 1891, dans une famille de tradition militaire. Son père, le capitaine d'infanterie Eugène Ernest Dallennes avait épousé Françoise Félicité Charmy, originaire d'une famille assez aisée et cultivée de Rioz en Haute-Saône, dont le père, Claude Charmy, était lui aussi capitaine. Il s'était retiré à Villeneuve-sur-Yonne où il possédait une maison, au 41 faubourg Saint-Savinien (aujourd'hui avenue de Gaulle), maison où les parents Dallennes finiront leur vie.

La vocation militaire d'Eugène Maximilien était donc toute tracée : bachelier, il entre au Prytanée militaire de La Flèche et en sort officier.

Il combattit au cours de trois guerres, voire quatre : la Grande Guerre (1914-1918), la guerre du Rif (1925-1926), la campagne de France (1939-1940), les combats de 1944-1945 (Atlantique, Vosges, Allemagne). Il fut aussi un résistant qui joua un rôle certain dans l'organisation du groupe des résistants sédentaires de Libération-Nord à Villeneuve-sur-Yonne, et eut un rôle plus actif dans les maquis de Charente en 1944. Ceux qui l'ont connu le décrivent comme « un homme dynamique », « un type qui fonçait », « un baroudeur ».

### De la Première à la Seconde Guerre mondiale

Il est mobilisé le 2 août 1914 au groupe cycliste du 26<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied. Le 15 février 1915 il est blessé par un éclat de grenade. Le 16 août 1915, une blessure par balle au bras gauche est plus grave et lui vaut une invalidité à 65%. Affecté au 12<sup>e</sup> puis au 58<sup>e</sup> bataillon de chasseurs à pied, il y reste après l'armistice, jusqu'au 27 août 1920. Il a participé aux opérations du front d'Orient, dans le secteur des Dardanelles.

Du 23 mars 1925 au 25 septembre 1928, il est au Maroc, où il participe à la guerre du Rif (1921-1926) au sein du 6<sup>e</sup> régiment de tirailleurs Nord-africains.

Dans l'entre-deux-guerres, il est attaché militaire en Roumanie. Il y fait la connaissance de Lizica Vadlesco, une jeune Roumaine qu'il épouse. En 1938, il se retire à Villeneuve-sur-Yonne.

Quand éclate la Seconde Guerre mondiale il est mobilisé en tant

que commandant du 1<sup>er</sup> bataillon du 242<sup>e</sup> régiment de tirailleurs, dans le secteur de Marckolsheim (Haut-Rhin). Il fait partie de ces combattants tenaces qui, en dépit du message de Pétain, le 17 juin, leur demandant de « cesser le combat », ont tenté de tenir tête à

l'envahisseur : du 19 au 21 juin, le bataillon Dallennes combat à Sainte-Marie-aux-Mines, puis au Saut des Cuves, devant Gérardmer. Il est doublement blessé dans ces opérations : nouvelle blessure au bras gauche et perforation du tympan. Il est fait prisonnier le 21 juin 1940 et, dix jours plus tard, il arrive dans un Oflag de Poméranie où il est interné. Il bénéficie d'un rapatriement en tant que grand blessé, est soigné quelques temps dans un hôpital de Marseille, puis regagne Villeneuve-sur-Yonne au début du mois de décembre 1940.



Eugène Dallennes vers 1944.

### Organisateur du groupe Libération Nord de Villeneuve-sur-Yonne

Lorsqu'il remplit son dossier personnel et récapitule ses états de service, Dallennes date son

entrée dans la Résistance de son premier contact avec Joseph Mathis, à Sens, en mai 1942. Il n'est pas étonnant que les deux hommes se connaissent : ils sont presque de la même génération (Mathis est né en 1879 et Dallennes en 1891) ; ils sont tous deux officiers de carrière ; ils ont tous deux fait la Grande Guerre et la campagne de 1940 et l'Allemagne reste pour eux l'ennemi héréditaire. La motivation patriotique est essentielle dans leur engagement résistant. Joseph Mathis a rassemblé autour de lui, pendant l'hiver 1941-1942, un petit groupe d'hommes animés, comme lui, de la volonté de continuer la lutte. Plusieurs sont des sous-officiers démobilisés ou libérés qui ont servi sous ses ordres, tels l'adjudant Louis Busset puis l'adjudant Pannier qui furent ses adjoints successifs. Ce n'est qu'en novembre 1942 que Mathis obtient le contact avec Georges Wauters, responsable champenois du mouvement Ceux de la Libération et qu'il devient responsable militaire pour le département de l'Yonne.

Au début de l'été 1943, Jean Marot, huissier de justice à Joigny, prend l'initiative de contacts en vue de créer un groupe de résistants sédentaires du mouvement Libération-Nord à Villeneuve-sur-Yonne. Il rencontre Jean Puissant qui accepte de s'engager. Puissant contacte le colonel Dallennes qu'il ne connaît que de vue mais qu'il estime être un « patriote ». Dallennes méfiant demande trois jours de réflexion... qu'il emploie à se renseigner sur Jean Puissant ; puis il accepte.

Dans son dossier, Dallennes ne mentionne pas son contact avec

## BIOGRAPHIE

Puissant ; il est vrai qu'il ne fait pas la différence entre Ceux de la Libération et Libération-Nord, mouvement dont il croit que Joseph Mathis est membre ; et Mathis de son côté inclut le groupe de Villeneuve dans l'organigramme de son mouvement : une preuve évidente que la solidarité dans l'action l'emporte très largement à la base sur les appartenances organisationnelles.

Par sa forte personnalité, son autorité reconnue (c'est un militaire de 52 ans), le colonel Dallennes joue un rôle important dans la fondation, le recrutement et l'organisation du groupe des sédentaires de Libération-Nord. Il s'appuie sur les réseaux de solidarité qui sont les siens à Villeneuve-sur-Yonne : les anciens combattants et la paroisse. Il recrute Bolland, mécanicien-garagiste et sous-officier de réserve, Raymond Duval, sous-officier, Debiastre, ancien combattant de 1914-18, Chapelain, Durand et beaucoup d'autres. Son appartenance au corps des officiers a dû faciliter aussi les contacts avec le groupe sénonais constitué autour du colonel Mathis.

L'action est encore des plus modestes. Dallennes la résume ainsi : « *Recrutement et organisation de la Résistance dans la région de Villeneuve-sur-Yonne* » en se disant « Chef de la Résistance à Villeneuve-sur-Yonne », ce qui est un raccourci un peu rapide car au moins deux groupes se constituent alors, l'un dans la mouvance du parti communiste, des FTP et du Front national, l'autre dans celle de Libération-Nord.

Le groupe récupère une partie des armes de l'important parachutage de Piffonds organisé en septembre 1943 par le réseau Jean Marie Buckmaster. Apportées à Villeneuve dans la dépanneuse de Bolland, les armes (15 mitraillettes Sten, 30 chargeurs, deux pistolets automatiques, des chargeurs, des balles, des grenades et beaucoup d'explosifs divers) sont cachées dans l'une des cuvettes des voûtes de l'église et recouvertes de pierres provenant de la restauration des voûtes. Les sédentaires de Libération-Nord sont en relation étroite avec ceux du groupe FTP, dont Henri Mittay. Dallennes a été pour sa part en relation avec Louis Priault, fondateur d'un maquis qui fut intégré au printemps 1944 dans le Service National Maquis (sous la dénomination de Maquis 6).

Le groupe est démantelé le 23 octobre 1943 suite à la trahison de Marius Guillemand (« Etienne ») qui décime la Résistance gaulliste sénonaise. Bolland, Durand et Puissant sont arrêtés mais les armes ne sont pas découvertes. Plusieurs membres du groupe abandonnent la Résistance ; d'autres rejoindront par la suite le maquis « Bourgogne » fondé par Mittay puis celui fondé par Priault. Dallennes échappe à l'arrestation et disparaît de Villeneuve-sur-Yonne, dans des conditions que nous ne connaissons pas. Il gagne la Haute-Saône, où il a ses racines du côté maternel puis, en février 1944, la Charente. C'est sans doute l'amitié du colonel Dallennes avec le futur colonel Jean Lacroix, qui fut l'exécuteur testamentaire du couple Dallennes et qui avait des attaches à Villeneuve-sur-Yonne et à Barbézieux, qui explique ce transfert.

### Chef de maquis en Charente

Au début du printemps 1944, il réside clandestinement chez le maire de Challignac, village du canton de Barbezieux. Il date son engagement dans la Résistance locale du 20 avril. Un mois plus tôt, il a appris l'existence d'un groupe de résistants et maquisards dirigé par Petit, du village de Berneuil. Il s'agit d'un jeune homme de 20 ans qui succède à deux chefs qui ont été successivement arrêtés

et qui a entrepris avec succès de réorganiser la Résistance locale, en constituant le maquis de « Charente-Lorraine » et en obtenant des parachutages. Dallennes dresse un portrait élogieux de Petit : « jeune chef », « d'un courage à toute épreuve », « d'une audace réfléchie » et « d'une force physique peu commune ». Dallennes intègre le groupe que dirige Petit, mais il affirme que ce dernier était mal à l'aise d'avoir sous ses ordres « un chef de bataillon, vétéran de plusieurs guerres » et qu'il lui offrit « de prendre le commandement de la formation, prétextant qu'elle commençait à être trop lourde pour sa jeunesse et son inexpérience de la guerre ».

Dallennes devient donc le chef du maquis Charente-Lorraine, « *fort de 150 hommes bien armés, instruits et disciplinés* ». Il organise des réceptions de parachutages (Challignac le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> août), Brisac le 1<sup>er</sup> juillet, Boureuil le 11 juillet), des sabotages (voie ferrée Barbezieux-Châteauneuf le 12 août, voie ferrée Barbezieux-Angoulême le 28 août), des attaques de convois allemands (sur les routes de Barbezieux à Angoulême et à Bordeaux) et, le 30 août, l'attaque d'un groupe allemand de reconnaissance qui se dirige sur Barbezieux.

Le maquis entre à Barbezieux le 30 août 1944. Dallennes est alors nommé Commandant d'Armes de la région de Barbezieux par le Comité départemental de libération. Il rassemble tous les groupes armés de la résistance locale en un « bataillon de sécurité » qui assure le « nettoyage et le déblocage du canton ». Parallèlement il assure « le maintien de l'ordre » et « la sécurité des personnes et des biens », dans le contexte difficile des premiers jours de la Libération.

Le 10 septembre, Dallennes rejoint le bataillon « Bir-Hakeim » à Angoulême ; il est alors membre de l'état-major de la subdivision militaire de la Charente maritime. Le 1<sup>er</sup> octobre, il s'engage « *pour la durée de la guerre* » et, par la suite, il rejoint la 1<sup>ère</sup> Demie-brigade de Chasseurs à Metz et participe à des opérations avec la 3<sup>e</sup> Armée américaine dans la région de Forbach.

En 1946 il serait retourné en Roumanie (attaché à l'ambassade de France ?) avant de revenir avec son épouse à Villeneuve-sur-Yonne. Le colonel Dallennes est décédé à l'hôpital militaire de Clamart le 30 avril 1971, et son épouse à Villeneuve-sur-Yonne, en 1984.

Parce qu'il dû quitter l'Yonne dès 1943, parce qu'il fut actif en 1944 dans un département lointain, parce qu'il ne s'impliqua dans aucune des organisations d'anciens résistants dans l'après-guerre, son rôle dans la Résistance est resté très largement ignoré dans notre département. ■■■

**Sources :** Archives de l'ONAC de l'Yonne (dossier Dallennes). Archives militaires de Vincennes, dossier individuel d'Eugène Dallennes (16 P 115 116).

Témoignage de Jean Puissant (1996). Renseignements recueillis en 2003 auprès de quelques personnes qui ont connu le colonel Dallennes : Madame Jacqueline Feltin, MM. Pierre Chicanne, Georges Bizot et Pierre Siehrer.

Renseignements communiqués par Jean-Luc Dauphin. Renseignements communiqués par M. Hugues Marquis, responsable du cédérom *la Résistance en Charente*, en particulier les extraits de deux ouvrages qui évoquent l'action résistante du colonel Dallennes en Charente : Jean Jardry (qui fut l'adjoint de Dallennes à Barbézieux), *Les anciens résistants du Sud-Charente* ; Francis Cordet, 1939-1944. *Carnets de guerre en Charente*.

J'adresse mes plus vifs remerciements à Jean-Luc Dauphin, président des Amis du Vieux Villeneuve et à Hugues Marquis, responsable du cédérom « La Résistance en Charente » pour leur aide précieuse.

## CONCOURS 2013

par Jean Rolley

### Le thème retenu du concours est cette année : « Communiquer pour résister ».

Comme c'est souvent le cas, malheureusement, le libellé du thème n'est pas suffisamment précis : que veut dire communiquer ? Nous en concluons qu'il faut en faire une interprétation large. Communiquer est évidemment essentiel, et il n'y a pas, véritablement, de résistance sans communication. La résistance, à titre individuel, a été une réalité, mais dès 1940 des individus se sont regroupés : la Résistance est née. Communiquer, organiser les communications, devenait la première étape de la lutte contre l'occupant et ses complices.

La communication était en effet essentielle, du haut en bas des organisations, quelle que soit leur nature. Il suffit de voir le caractère vital des liaisons pour la Résistance, comme le démontre Daniel Cordier, le secrétaire de Jean Moulin, dans ses mémoires, *Alias Caracalla*. Le travail de Jean Moulin d'unification de la Résistance supposait une organisation des relations qui a nécessité l'engagement de nombreux résistants et le sacrifice de beaucoup. Le travail de Daniel Cordier a été pour une très large part l'organisation et le maintien, dans des conditions souvent très difficiles, de communications entre Jean Moulin et les réseaux et mouvements de résistance, entre Jean Moulin et la France Libre.

Dans l'Yonne comme ailleurs, le lien fondamental entre communication et Résistance est très évident. Les travaux faits sur la Résistance dans le département permettent de trouver de nombreux exemples que les élèves pourront utiliser, même si aujourd'hui les témoins ne sont malheureusement plus très nombreux.

Premier aspect, les liaisons locales, réalisées par les « agents de liaison », entre les groupes et les maquis. C'est en particulier un des rôles importants des femmes dans la Résistance, car elles étaient moins suspectées et contrôlées par les Allemands. Dans l'Yonne, les femmes agents de liaison ont été nombreuses : voir le cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, édité en 2004, et le numéro 27 de *Yonne-Mémoire 40-44* [les bulletins Yonne-Mémoire peuvent être consultés sur le site [www.arory.com](http://www.arory.com)]. Il ne faut pas oublier l'importance des « boîtes aux lettres », qui permettaient d'éviter le contact direct entre expéditeurs et destinataires. Elles pouvaient se situer dans un couloir d'immeuble, ou chez un commerçant, un artisan, par exemple.

Ensuite, une activité de communication très importante a été celle des liaisons radio, surtout à partir de 1942, quand se mettent en place les organisations de résistance, réseaux et mouvements, au niveau national. Il s'agit des relations entre les organisations implantées dans un département et les organisations nationales, ou situées en Angleterre. C'est le cas par exemple du réseau Ronsard-Troëne, qui envoyait par radio-émetteur des renseignements à

Londres : voir le numéro 2 de *Yonne-Mémoire 40-44*. Ces liaisons radio permettaient de transmettre des renseignements sur la situation militaire des Allemands, sur les objectifs à bombarder, etc. Elles permettaient également aux organisations de résistance de recevoir des directives, d'organiser les parachutages et les liaisons aériennes. Le réseau Jean-Marie Buckmaster implanté dans l'Aillantais est un exemple frappant de l'importance des communications avec l'Angleterre. Il faut ici remarquer que les « radios » ont été particulièrement exposés à la répression et devaient se déplacer très souvent, des voitures allemandes équipées de moyens de radiogoniométrie repérant assez rapidement le lieu de leurs émissions.

Dans certains cas, les communications venant de Londres étaient transmises par la radio : encore fallait-il pouvoir disposer d'un appareil de TSF, se mettre à l'écoute de Radio-Londres, connaître les messages codés. Cela fut très important à partir de 1943, et encore plus dans la période du débarquement en Normandie, à partir de juin 1944. Les « messages personnels » codés, utilisés à partir de 1941, furent un moyen très efficace de transmission clandestine. Le 1<sup>er</sup> juin 1944, 167 « messages personnels », confirmés le 5, envoyèrent les ordres d'action aux organisations de résistance.

Pour une partie de la population française, l'écoute de la radio de Londres est devenue très importante car elle a permis de combattre l'influence de la propagande de Vichy et des Allemands.

Une troisième forme de « communication » était l'écrit. Il s'agissait d'abord de réactions individuelles, comme une inscription sur un mur, un texte mis dans des boîtes aux lettres. Ce fut par exemple le cas bien connu d'Edmond Michelet, qui, à Brive, a distribué quelques exemplaires d'un texte hostile à l'armistice, le 17 juin 1940. Mais, assez vite, les groupes de résistance, puis les organisations, se sont affirmés par la diffusion de tracts (ils ont été nombreux, et le cédérom en donne de nombreux exemples) et la création d'un journal. Ce fut par exemple le cas du mouvement « Résistance » (voir le numéro 2 de *Yonne-Mémoire 40-44*, le chapitre 9 du livre *Un département dans la guerre...*, le cédérom). Il faut distinguer les feuilles ou journaux fabriqués dans l'Yonne (ou la Côte d'Or), notamment par la résistance communiste icaunaise, et les journaux des mouvements nationaux arrivant dans l'Yonne surtout par le train grâce à la ligne du PLM (Paris-Lyon-Marseille).

Enfin il existait une autre forme de communication : les « missions ». Il s'agissait d'hommes ou de groupes qui sont venus de Londres en France, soit par avion, soit par parachutage, pour intervenir avec la résistance intérieure ou pour remplir telle ou telle fonction ; un agent était parachuté avec son opérateur radio, par exemple. La mission Dastard en est un exemple (étudiée dans le numéro n° 24 de *Yonne-Mémoire*). Il y avait aussi des déplacements de responsables de mouvements de résistance allant à Londres pour prendre contact avec de Gaulle, lui rendre des comptes, en recevoir des directives.

Dans l'Yonne, comme dans toutes les régions, le développement des communications a conditionné le développement et la survie des organisations clandestines. Ce combat, bien que beaucoup moins spectaculaire que l'action « militaire », a été essentiel et a entraîné beaucoup de sacrifices, malgré les précautions prises. La rupture de la communication a pu démanteler certaines organisations ; des groupes coupés de l'échelon supérieur ont pu se rattacher à une autre organisation. À coup sûr, il ne pouvait pas y avoir de résistance sans communication. ■

# L'inauguration des premiers Chemins de LA RÉSISTANCE dans l'Yonne

par Joël Droglan et Thierry Roblin

**L'ARORY aura vécu un bel été 2012 ! En effet, en partenariat avec le Conseil général et les collectivités locales<sup>1</sup>, notre association a eu le plaisir d'inaugurer les premiers chemins de la Résistance.**

La première inauguration eut lieu le 7 juillet à Aillant-sur-Tholon et concernait la réalisation de six chemins de randonnées menant sur les lieux des maquis de l'Aillantais et du Charnycois. La deuxième fut organisée le 29 septembre aux Bordes en forêt d'Othe où trois sentiers permettent désormais aux randonneurs de mettre leurs pas dans ceux qu'empruntèrent les hommes des deux maquis Bourgogne en 1944. La mise en service de ces nouveaux circuits de randonnée est évidemment trop récente pour que l'on puisse déjà en dresser le bilan. Nous souhaitons aujourd'hui exposer l'origine de cette initiative, les grandes lignes de la réalisation du projet et les perspectives qu'il semble possible d'envisager.

## À l'origine, deux projets

Le premier ouvrage de l'ARORY s'intitulait *Sur les Chemins de l'Histoire et du Souvenir*. Diffusé en 1993, il proposait un recensement des monuments, plaques et stèles érigés dans l'Yonne depuis la Libération. Cet ouvrage était en quelque sorte la préfiguration des sentiers que nous avons tracés afin de conduire les randonneurs sur les lieux de la Résistance. Le projet s'est précisé à l'occasion de promenades faites par les membres de l'équipe de recherche de l'ARORY<sup>2</sup>, chaque été, dans le département, sur les lieux emblématiques des actions de la Résistance (parachutages, combats et maquis). Mais il a fallu que notre collègue et ami Jean-Luc Prieur, chercheur-collectionneur très impliqué dans la mémoire de la Résistance, prenne des initiatives concrètes pour que l'idée des circuits de randonnées sur les lieux de maquis se concrétise. Il suggéra aux maires des Bordes et de Dixmont de créer ce type de sentier sur les territoires de leurs communes et nous montra tout l'intérêt du projet en prenant l'exemple des

chemins créés par l'AHVOL dans le Gâtinais<sup>3</sup>.

En juin 2010, nous décidâmes donc de travailler sur un premier projet de chemins de la Résistance dans l'Aillantais et le Charnycois où eut lieu, en juillet 1943, un des premiers parachutages de l'Yonne et où plusieurs maquis s'illustrèrent au cours des combats de la libération, en 1944. Les conseillers généraux Mrs W. Lemaire et M. Courtois acceptèrent immédiatement de soutenir ce projet, conscients qu'ils œuvraient sur des territoires profondément marqués par la mémoire de la Résistance, comme en témoigne le nombre important de stèles et plaques qui jalonnent les routes et chemins de ce secteur du département. En septembre 2010, un comité de pilotage<sup>4</sup> fut constitué. Thierry Roblin en as-

L'inauguration des chemins de la Résistance de l'Aillantais et du Charnycois à Aillant-sur-Tholon par M. William Lemaire, maire d'Aillant. (Arory)



sura la coordination. Il fallut tout d'abord estimer le coût financier d'une telle entreprise, puis réfléchir au tracé des parcours de randonnées et enfin rédiger les textes des panneaux et dépliants. Tout ne fut pas simple ! Plusieurs mois furent nécessaires pour mettre au point des circuits attractifs et ensuite trouver un terrain d'entente pour que le Comité de randonnée pédestre de l'Yonne accepte de baliser ces chemins. Des tracés administratifs inhérents au fait qu'il n'est pas simple de financer un projet situé sur deux cantons ont aussi quelque peu freiné l'avancée du projet mais au final, à force de persévérance, ces chemins ont pu voir le jour au bout de deux ans.

Au printemps 2009, les municipalités des Bordes et de Dixmont inauguraient des plaques à la mémoire des maquis Bourgogne (maquis FTP Bourgogne fondé par Henri Mittay puis Maquis 6 du Service national maquis qui reprit le nom de « Bourgogne »). À cette occasion eurent lieu diverses manifestations : cérémonies de commémoration et d'inauguration, exposition, conférence, intervention de Joël Droglard auprès des élèves des deux écoles primaires) qui furent suivies par une nombreuse assistance<sup>5</sup>. Jean-Luc Prieur reprit alors son idée de sentiers qui reçut pleine approbation des deux municipalités. Un comité se constitua réunissant, autour des deux maires, des conseillers municipaux, Jean-Luc Prieur, des randonneurs de Dixmont créateurs de sentiers balisés dans leur village, des représentants de l'ARORY, de la Fédération française de randonnée pédestre et quelques autres bonnes volontés<sup>6</sup>. Les tâches furent partagées et les responsables de chacune d'elle rendirent compte de l'avancement de leur mission lors de réunions plénières qui eurent lieu au cours de ces deux ans. L'ARORY fut plus particulièrement chargée de réaliser le contenu des neuf panneaux qu'il avait été décidé de placer aux départs (Les Bordes et Dixmont) et sur le trajet des trois sentiers longs de 20, 9 et 7 kilomètres. Joël Droglard rédigea un premier texte qui fut relu, critiqué et corrigé par Jean-Luc Prieur, Jean-Louis Paquet et Georges Ribeill. Il s'agissait de proposer un texte qui ne noie pas le randonneur-lecteur dans d'inutiles détails et qui lui permette d'appréhender concrètement les réalités de la résistance armée dans la région. C'est dans cet esprit que Joël Droglard rédigea les textes définitifs. Les textes et les illustrations (difficiles à trouver) furent approuvés en réunion plénière. Dans les deux cas le balisage des sentiers a été assuré par la Fédération française de randonnée pédestre, ce qui est un gage de qualité.

#### **Tourisme historique et tourisme mémoriel ?**

Ces circuits de randonnée proposent de découvrir une page de l'histoire locale. Ainsi des panneaux<sup>7</sup> ont été posés au départ de chaque itinéraire, en ce qui concerne les sentiers de l'Aillantais et du Charnycois, tout au long



L'inauguration des chemins de la Résistance des maquis Bourgogne par M. le conseiller général ?, Marc Botin, maire de Dixmont et François Grebot, maire des Bordes. (Arory)

***Illustrés de cartes et de photographies, les panneaux ont été conçus pour inviter les promeneurs à emprunter ces chemins de la Résistance.***

des itinéraires en ce qui concerne les sentiers de la forêt d'Othe. Ces panneaux exposent l'intérêt historique du lieu à découvrir. Par exemple, à propos de tel ou tel maquis actif dans une région, le randonneur pourra lire des explications sur l'origine du maquis, sur ses actions et sur la vie des maquisards. Illustrés de cartes et de photographies, les panneaux ont été conçus pour inviter les promeneurs à emprunter ces chemins de la Résistance.

Des dépliants proposent également des cartes et des descriptifs des itinéraires ainsi que des informations historiques complémentaires concernant les monuments situés à proximité du parcours de randonnée (du moins pour ce qui concerne les sentiers de l'Aillantais et du Charnycois).

Dans un proche avenir, il sera certainement possible de disposer ces informations sur un smartphone, le Conseil général de l'Yonne testant actuellement une application de ce type.

Ces sentiers sont d'abord des sentiers de promenade et de randonnée qui suivent des itinéraires agréables et offrent de jolis points de vue. Mais ce sont aussi des

## HISTOIRE ET RANDONNÉES



Panneau sur site au départ du chemin 4 (Maquis de Merry-Vaux).  
[Arory]

sentiers de mémoire et d'histoire qui, nous l'espérons, permettront de contribuer à la connaissance de l'histoire de la Résistance et des maquis de l'Yonne, tout en rendant hommage à ceux qui ont combattu pour la Libération.

### Les perspectives des chemins de la Résistance

L'inauguration des chemins ne sonne pas la fin du travail de l'ARORY dans ce domaine. Il faut que ces sentiers vivent, qu'ils soient empruntés par le plus grand nombre, bref qu'ils fassent partie du paysage local. C'est pourquoi les comités de pilotage se sont transformés en comité de suivi. Il est en effet nécessaire de veiller à l'entretien de ces chemins et au bon état du balisage. Il serait aussi pertinent d'organiser à l'avenir des rando-conférences, ce qui suppose d'établir un rapprochement avec les associations de randonneurs locales. Dans le cadre de la découverte du patrimoine historique local et de l'apprentissage à la citoyenneté, il serait également souhaitable que ces chemins soient exploités par les enseignants, nous nous proposons d'ailleurs de les accompagner dans leur démarche.

Plus ambitieux, pourquoi ne pas organiser, sur un des circuits, une randonnée dont le but serait d'assister à un spectacle mettant en scène des comédiens jouant le rôle de maquisards ? Tout est envisageable ! L'ARORY ne s'arrêtera donc pas « en si bon chemin » car les idées ne manquent pas pour pérenniser et développer ces premiers chemins de la Résistance. Espérons que ces parcours de randonnée sur les lieux de la Résistance de l'Aillantais, du Charnycois et de la forêt d'Othe soient le début d'une longue série dans notre département !

## Annexe 1

### Descriptif des 6 chemins de Résistance dans l'Aillantais-Charnycois

Ces chemins sont au nombre de six et représentent près de 80 km. Ils sont de longueur inégale, le plus court faisant 8 kms et le plus long 21.

#### **Chemin 1. Le PC du réseau Jean-Marie Buckmaster. La Petite-Ermite (mai-juin 1944)**

Cet itinéraire vous entraînera sur les traces d'une des plus importantes organisations de résistance de l'Yonne, le réseau Jean-Marie Buckmaster, qui installa son poste de commandement fin mai 1944 vers Perreux. L'emplacement du PC se situait exactement au lieu-dit la Petite-Ermite, dans une ferme qui aujourd'hui n'existe plus. Le PC fut pris d'assaut par un important détachement de soldats allemands le 25 juin 1944.

• **Départ de la randonnée** : voir le panneau situé devant la boulangerie à Perreux (distance 10 km). Balisage de couleur jaune uniquement dans le sens de la progression.

#### **Chemin 2. Le maquis de l'Étang-Neuf (juin-juillet 1944)**

Cet itinéraire vous permettra de découvrir le site magnifique de l'Étang-Neuf. Situé au sud du bois des Grands Taillis, ce lieu avait été choisi par les responsables du réseau Jean-Marie Buckmaster pour implanter en juin 1944 un des plus gros maquis de la région.

• **Départ de la randonnée** : voir le panneau situé sur la placette de l'église à Grandchamp (distance 8 km). Balisage de couleur jaune uniquement dans le sens de la progression.

#### **Chemin 3. Le maquis de l'Étang-Sec ou de l'Ormerly (juin 1944)**

Cet itinéraire, qui emprunte une partie du GR 13, vous emmènera sur les traces du maquis FTP (Francs-tireurs et partisans) de l'Étang-Sec (ou de l'Ormerly). Venant de la forêt d'Othe, les maquisards, après une halte de quelques jours, devaient rejoindre le sud du département pour y former une compagnie FTP. Leur installation dans la forêt des Morisois était donc temporaire. Mais le 25 juin 1944, les maquisards furent surpris par une attaque allemande.

• **Départ de la randonnée** : voir le panneau situé à proximité de la mairie de la Ferté-Loupière. Balisage de couleur jaune uniquement dans le sens de la progression (distance 12 km).

#### **Chemin 4. Le parachutage du Four à Chaux (22/23 juillet 1943)**

Cet itinéraire vous conduira sur le lieu exact d'un des premiers parachutages de l'Yonne. Réceptionné par le groupe du résistant aillantais Pierre Argoud qui dépendait du réseau Jean-Marie Buckmaster, ce parachutage de juillet 1943 a permis d'armer une résistance locale qui n'était alors qu'embryonnaire.

• **Départ de la randonnée** : voir le panneau situé au centre de Chassy. Balisage de couleur jaune uniquement dans le sens de la progression (distance 21 km).

#### **Chemin 5. Le maquis de Merry-Vaux (août 1944)**

Cet itinéraire vous emmènera sur le site de la Fontaine Joubert, clairière splendide en forêt de Merry-Vaux. C'est ici qu'a été implanté le Maquis 2 dépendant du Service National Maquis.

• **Départ de la randonnée** : voir le panneau situé aux Placeaux, commune de Saint-Aubin-Château-Neuf. Balisage de couleur jaune uniquement dans le sens de la progression (distance 10 km).

# Les Chemins de LA RÉSISTANCE

## Chemin 6. Les stèles d'Aillant à Bleury

Cet itinéraire relie un certain nombre de plaques et stèles commémoratives rappelant des évènements s'étant déroulés dans les environs d'Aillant-sur-Tholon (Bleury, Saint-Maurice Thizouaille et Chassy) durant l'été 1944.

• **Départ de la randonnée** : place Michel Muzard à Aillant-sur-Tholon. Balisage de couleur jaune uniquement dans le sens de la progression (distance de 16 km).

À noter que tous les dépliants sont disponibles dans les offices du tourisme d'Aillant-sur-Tholon et de Charny et également consultables sur notre site arory.com.



< Exemples de panneaux

Panneau d'emplacement de site historique >

**Chemin 3 L'Étang-Sec [juin 1944]**  
**Le maquis FTP de l'Étang-Sec ou de l'Ormerly**

Le chemin de randonnée d'une distance totale de 9 km est balisé en jaune vous conduira sur les traces d'un maquis qui avait existé en juin 1944 dans une clairière de la forêt de Hottot ou se trouve l'Étang de l'Ormerly. Nous vous proposons de découvrir le site où les maquisards se sont réfugiés pendant quelques semaines en juin 1944.

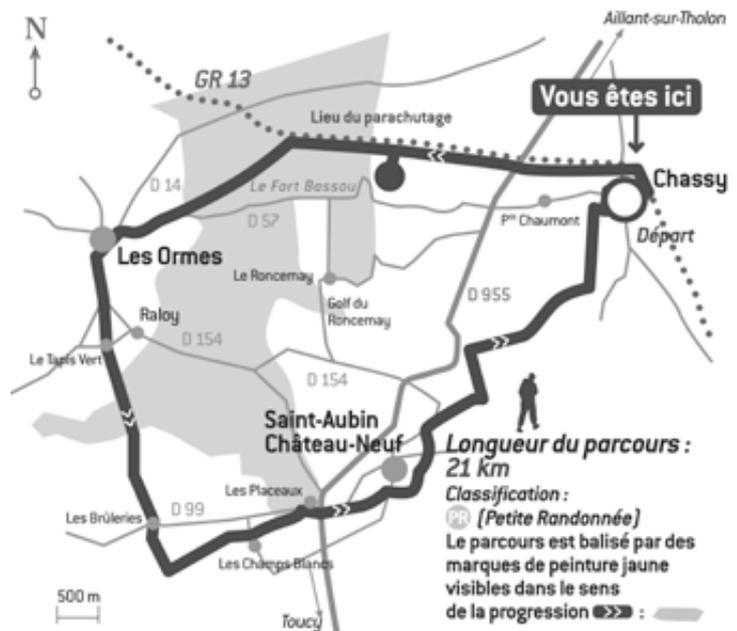
À l'origine, ce maquis était une compagnie FTP nommée Roger de Lisle, laquelle était implantée en forêt d'Orléans. Mais pour des raisons stratégiques, au début du mois de juin 1944, l'état-major FTP ordonne le transfert de la compagnie dans l'Orléanais. Le trajet s'annonçant particulièrement long et pénible pour les maquisards, une feuille avait été découpée Robert Leffroy, responsable des FTP Chassais comme emplacement l'Étang de l'Ormerly qui était asséché d'ici le nom du maquis.

Placé sous le commandement de Paul Charnat, les maquisards tentent de s'organiser non sans mal. Mais le 25 juin 1944, ils doivent faire face à une attaque de grande ampleur menée par des troupes allemandes qui tentent d'attaquer le poste de commandement du réseau. Jean-Marie Buckmaster. Le maquis de l'Étang-Sec est évacué mais dans l'après-midi des maquisards réfugiés doivent livrer un terrible combat près de Chevillon, au cours duquel Roger Lacombe est tué et Paul Charnat est blessé.

Le 30 juin, la compagnie Roger de Lisle est dissoute, la trentaine de maquisards restants de l'Étang-Sec est intégrée à la compagnie Colbert, dans la région de l'Orléanais.

Le Parc Naturel Régional de Fontaine-aux-Érables est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO par l'Office du Tourisme de Fontaine-aux-Érables en tant que territoire de transition entre le monde rural et le monde urbain.

Exemple de carte détaillée



**Chemin 4 Le Four à Chaux [juillet 1943]**  
**Le parachutage du Four à Chaux**

Le chemin de randonnée d'une distance totale de 25 km est balisé en jaune, vous mènera sur le lieu de l'un des premiers parachutages organisés dans le département à une époque où la Résistance commençait à s'organiser. Nous vous proposons de découvrir le site où étaient construits les fours à chaux et où dans la nuit du 22 au 23 juillet 1943 quinze combattants ont été réapprovisionés.

Les maquis de l'Yonne ont été armés par des parachutages venus d'Angleterre, soit dans le cadre du réseau Jean-Marie Buckmaster qui dispose d'un service britannique (le SOE, Special Operations Executive) soit dans celui du Bureau des Opérations aériennes (BOA) qui dépend de La France Libre du général de Gaulle.

La réception du parachutage du Four à Chaux est l'une des opérations dirigées par Pierre Regaud. La réception est assurée par des volontaires du maquis de l'Yonne, certains armés par les maquis communistes et la dispersion du réseau, choisissant de s'affilier au réseau, d'autres comme les FTP-AGF venus de Paris entraînés de l'officier afin de récupérer des armes.

Les commandants étaient dirigés par Pierre Regaud. Les autres étaient dirigés par Pierre Regaud, commandant de la section de l'Yonne, et par Pierre Regaud, commandant de la section de l'Yonne.

Le dépliant est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO par l'Office du Tourisme de Fontaine-aux-Érables en tant que territoire de transition entre le monde rural et le monde urbain.

**Chemin 6 Les stèles d'Aillant à Bleury**

Les Chemins de LA RÉSISTANCE de l'Yonne

ENTREZ DANS L'HISTOIRE... sur les pas des maquisards de l'Yonne

6 randonnées pédestres aux maquis de l'Yonne

Détails du dépliant

**Chemin 1 Le PC du réseau Jean-Marie Buckmaster**  
• La Petite-Érmitte [mai-juin 1944]

**Chemin 2 Le maquis de l'Étang-Neuf**  
• L'Étang-Neuf [juin 1944]

## HISTOIRE ET RANDONNÉES

### Annexe 2

**Descriptif des 3 chemins en forêt d'Othe qui ont pour thème : « Sur les pas des maquis Bourgogne ».**

Ils sont balisés dans un seul sens et de couleurs différentes.

#### **Chemin 1. Circuit des deux maquis**

C'est un circuit de 20 km qui peut s'effectuer au départ de Dixmont ou au départ des Bordes. Il passe sur les emplacements successifs des deux maquis, sur les lieux des combats et d'un parachutage. On y trouve un panneau au départ et huit panneaux sur le circuit.

#### **Chemin 2. Circuit de l'attaque du 3 août 1944**

C'est un circuit de 9 km au départ des Bordes qui conduit sur l'emplacement de l'attaque du maquis du Service National Maquis le 3 août 1944, mais aussi sur d'autres sites historiques.

#### **Chemin 3. Circuit de l'attaque du 15 mai 1944**

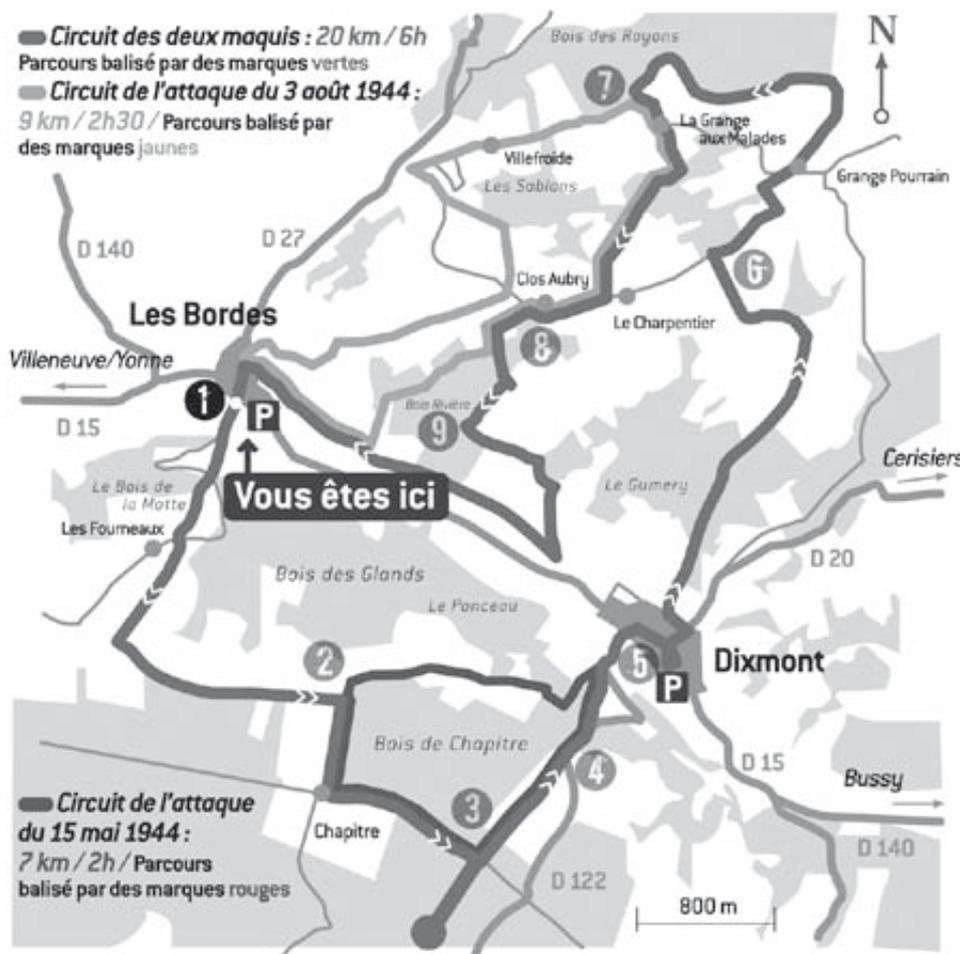
C'est un circuit de 7 km au départ de Dixmont qui conduit sur le lieu de l'attaque du maquis FTP Bourgogne le 15 mai 1944, mais aussi sur celui d'un parachutage en août 1944.

L'échelle et la qualité de reproduction de la carte IGN qui se trouve sur le dépliant et sur laquelle ont été tracés les sentiers, permet au randonneur de composer aussi son propre circuit de randonnée en empruntant tout ou partie des trois circuits balisés. Le dépliant est disponible dans les offices du tourisme de Sens, de Villeneuve-sur-Yonne et du pays d'Othe, et consultable sur notre site [arory.com](http://arory.com).



Un aperçu de l'ensemble des panneaux Maquis Bourgogne lors de leur présentation à la mairie des Bordes, le 29 septembre dernier.

Carte d'ensemble des 3 randonnées proposées.



**Sur les pas des MAQUIS**  
**BOURGOGNE**  
**1944**

**Panneau 1** Déport / Les Bordes (janvier-août 1944)

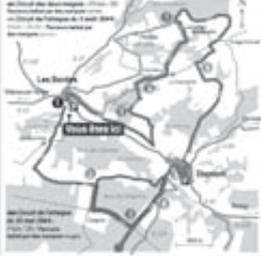
### Les deux maquis « Bourgogne »

Il y eut successivement dans cette région deux maquis qui portèrent le même nom : « Bourgogne ». Le premier fut un maquis FTP (Francs-Tireurs et Partisans) et l'autre un maquis du Service National Maquis, organisation dont tous les autres maquis étaient implantés en France.

Durant l'hiver 1943-1944, Henri Mitry  s'installe avec quelques hommes au hameau de Villahaute sur la commune des Bordes. Il est le frère fondateur d'un maquis qui Robert Luffing, secrétaire régional des FTP baptisa du nom de « Bourgogne » et dont il exigea qu'il s'installe dans le bois des Regains à proximité du hameau de la Grange-aux-Helaines, toujours sur la commune des Bordes. Commandé d'une main ferme par Henri Mitry, le maquis s'occupa au début du printemps et réalisa plusieurs sabotages. Repéré en donc menacé, le maquis se vit imposer un ordre de déplacement de la part de l'insubordonné FTP Mitry refusa et quitta la région avec ses proches tandis que les autres maquisards, obéissant à l'ordre qu'ils avaient reçu, s'installaient dans les bois du Chalonge sur la commune de Dixmont. Il y furent anéantis par les Allemands le 15 mai 1944 et les maquisards se dispersèrent.

Début mai 1944 un autre maquis fondé par Louis Prieur , cultivateur et marchand de bestiaux à Dixmont, avait été créé dans une petite vallée isolée au Clos-Audry, alors appelée « vallée des Fourches », entre les Bordes et Dixmont. Ce maquis avait été intégré dans le Service National Maquis qui lui avait attribué le numéro 5. Plus tard, ce maquis se déplaça et vint à s'installer dans le bois des Regains, sur l'implantation qui avait été celle du maquis de Mitry quelques mois plus tôt. Quelques rescapés du maquis « Bourgogne » vinrent d'ailleurs s'y réfugier pour continuer la lutte. Quand ils apprirent le mort de Mitry le 14 mai 1944, ils proposèrent que le Maquis 5 reprenne le nom de maquis « Bourgogne », ce qui fut accepté.

Ce second maquis « Bourgogne » fut attaqué le 3 août 1944 et dut se disperser. La ferme de Gaston Solman qui était toute proche fut incendiée. Dans les deux semaines qui suivirent, une immense répression s'abattit sur la région et une dizaine de maquisards furent tués.



• Maires de DIXMONT, Les BORDES •

**Sur les pas des MAQUIS**  
**BOURGOGNE**  
**1944**

**Panneau 3** Allée Jack Marsden (mai 1944)

### L'attaque du 1<sup>er</sup> maquis « Bourgogne » le 15 mai 1944

Début mai 1944, l'état-major départemental des FTP obligea de transférer le maquis « Bourgogne » dans l'Audonnais. Son chef, Henri Mitry, refusa et vint à s'installer dans l'acte avec ses proches. Dans les deux semaines qui suivirent, une immense répression s'abattit sur la région et une dizaine de maquisards furent tués.

Le 15 mai 1944 au fin de matinée, les Allemands capturent quatre maquisards (dont Georges Point) qui tentaient de négocier un camion sur la route nationale 5, près d'Arceau, pour réaliser le transfert. Un d'entre eux était, un autre finit par parler et indiqua l'emplacement du maquis.

Le maquis est attaqué vers 10 h par les unités allemandes, les maquisards se replient dans l'urgence. L'un d'entre eux, André Duressat , est mortellement blessé. Deux autres maquisards, un Australien et un Anglais, sont alors cachés au maquis. Jack Marsden , l'anglais, est blessé d'une balle dans la tête. Comme il s'agit d'un militaire, les Allemands le conduisent à l'hôpital de Senne.

Les maquisards débriquent en toute hâte puis se divisent en deux groupes. Les uns retournent à la Grange-aux-Helaines où ils sont repérés après le mort de Mitry par des hommes qui l'avaient suivi. Ce sont eux qui passent par la suite sous le contrôle du Service National Maquis en gardant le nom de « Bourgogne ». Les autres rejoignent un petit maquis FTP le maquis « Bourgogne » installé sur Calvignat, près de Senne.

Emportés l'allée Jack Marsden en suivant les bords. A 500 mètres dans le bois, une unité indique l'emplacement exact où se trouvait le maquis quand il fut attaqué.



• Maires de DIXMONT, Les BORDES •

Exemples de panneaux mis en place sur les sites historiques des parcours.

**Sur les pas des MAQUIS**  
**BOURGOGNE**  
**1944**

**Panneau 4** Aire de parachutage du Chalonge (août 1944)

### Les parachutages arment les maquis

Les maquis de l'Yonne sont armés par des parachutages venus de Grande Bretagne, soit dans le cadre du « Réseau » qui dépend d'un service britannique (la section 7 du SOE, Special Operations Executive) dirigé par le colonel Maurice Buckmaster, soit dans celui du Bureau des Opérations Aériennes (BOA) qui dépend de la France libre du général de Gaulle.

Ce sont toujours des avions et des équipages britanniques et du Commonwealth qui viennent larguer des containers sur un terrain de parachutage qui a été homologué par Londres et sur lequel attend une équipe de réception constituée de maquisards et de quelques résistants sédentaires.

À quelques dizaines de mètres sur votre droite, sur ce rebord de plateau, un parachutage a eu lieu une nuit de la seconde moitié du mois d'août, tandis que des éléments des troupes allemandes en réglé allouaient encore les routes de la forêt d'Orva. Une dizaine de jeunes hommes du village rejoignent sur le plateau quelques maquisards armés. Au milieu de la nuit, trois avions viennent larguer plusieurs dizaines de containers.

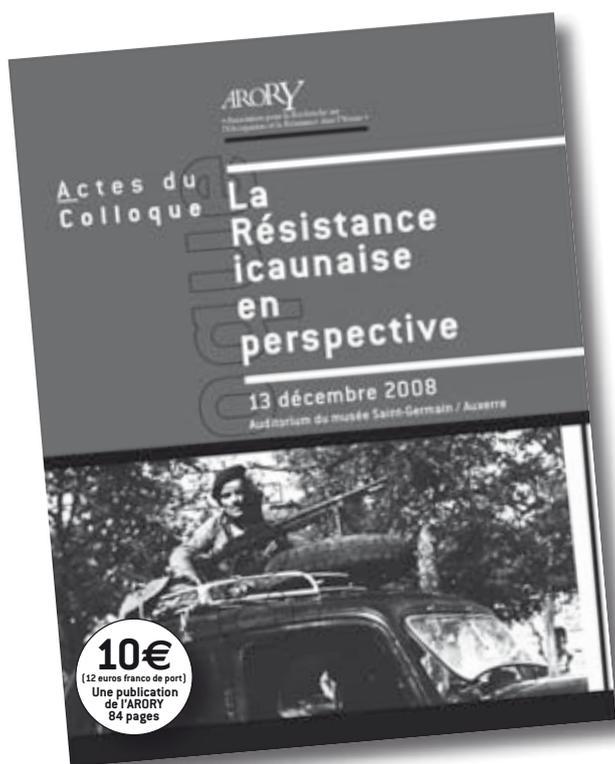
Les parachutages destinés aux maquis contenaient habituellement des armes individuelles américaines et britanniques (mitrailleurs, fusils-mitrailleurs, fusils, carabines, revolvers et pistolets), des grenades, des mortiers légers, des lance-roquettes anti-chars, des explosifs et du matériel de sabotage, mais aussi parfois de l'argent, des uniformes et des chaussures, du matériel radio, de l'essence, des médicaments, des cigarettes, du tabac et du chocolat.

Tous les maquis n'étaient pas également et suffisamment armés. Il fallait ensuite instruire les hommes au maniement de ces armes. Dans certains cas, comme lors de l'attaque du 2<sup>e</sup> maquis « Bourgogne » (Service National Maquis 65) à la Grange-aux-Helaines, les maquisards ont pu soutenir un court mais véritable combat permettant le répit du maquis.




Conteneurs largués par les avions alliés. Réception des containers par les maquisards. Les photographes ont été pris en France en 1944, le 14 juillet 1944 (Source : archives départementales).

• Maires de DIXMONT, Les BORDES •



**DÉCOUVREZ ET COMMANDEZ**  
**le complément indispensable au livre**  
**“UN DÉPARTEMENT DANS LA GUERRE / 1939-1945**  
OCCUPATION, COLLABORATION ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE”

Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'Arory :  
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne - 89000 Auxerre, ou sur notre site [www.arory.com](http://www.arory.com), rubrique “Commander les actes”.  
Adresse mail : [arory.doc@wanadoo.fr](mailto:arory.doc@wanadoo.fr)

publicité

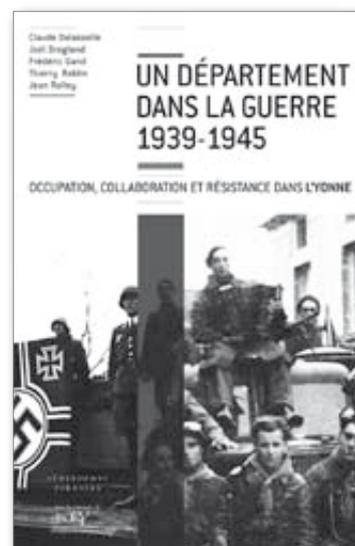
DÉCOUVREZ  
“UNE AUTRE HISTOIRE DE L'YONNE  
PENDANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE”

**UN DÉPARTEMENT  
DANS LA GUERRE  
1939-1945**

OCCUPATION, COLLABORATION  
ET RÉSISTANCE DANS L'YONNE

Ouvrage collectif de l'ARORY,  
750 pages, 30 euros.

Commandez le livre auprès de l'Arory :  
15 bis, rue de la Tour d'Auvergne -  
89000 Auxerre, ou sur notre site  
[www.arory.com](http://www.arory.com), rubrique  
“Commander le livre”.  
Adresse mail :  
[arory.doc@wanadoo.fr](mailto:arory.doc@wanadoo.fr)



**Les Chemins de**  
**LA RÉSISTANCE**

**9** randonnées pédestres pour  
**ENTRER**  
**DANS L'HISTOIRE...**  
sur les pas des maquisards de l'Yonne

Découvrez les principaux maquis de l'Aillantais et du Charnycois et les maquis Bourgogne de la forêt d'Othe

**Maquis de l'Aillantais et du Charnycois**

• Informations et dépliant disponible auprès de :  
Office du tourisme d'Aillant-sur-Tholon : ☎ 03 86 63 54 17 / [www.ot-aillant.com](http://www.ot-aillant.com)  
Office du tourisme de Charny : ☎ 03 86 63 65 51  
Association pour la Recherche sur la Résistance et l'Occupation dans l'Yonne :  
[www.arory.com](http://www.arory.com) / [arory.doc@wanadoo.fr](mailto:arory.doc@wanadoo.fr)

**Maquis Bourgogne**

• Informations et dépliant disponible auprès de :  
Mairie de Dixmont, rue de la mairie 89500 Dixmont : ☎ ?  
Mairie de Les Bordes : ☎ ?  
Association pour la Recherche sur la Résistance et l'Occupation dans l'Yonne :  
[www.arory.com](http://www.arory.com) / [arory.doc@wanadoo.fr](mailto:arory.doc@wanadoo.fr)